

La lettre à  
**LOLU**



Pour votre santé, évitez de lire trop gras ou trop sucré irrégulomadaire satirique N° 105-106, juillet 2019

**LE BREIL**  
**Un quartier**  
**au point**  
**mort**

P.5

# ON VA BIEN SE FAIRE AIRBNBISER

Le tourisme, Nantes court après. À coup de juleverneries, d'éléphant mécanique, de petit train à roulettes, d'arbres en pots et de Voyage à Fantasmant sur les fastes perspectives, tout en craignant les effets néfastes de l'appel d'Airbnb et le rejet du tourisme déstabilisant la ville, raréfiant les locations classiques voire déclenchant des manifestations d'hostilité comme à Barcelone ou Venise.

► page 2



Burnaôût

## Madame la députennis ne marche plus

L'ex-godillote s'émancipe.

**S**ANDRINE Josso, la députée j'peux-pas-j'ai-tennis, a quitté le court. Fin mai, n'ayant pas été sélectionnée pour l'investiture à la mairie de La Baule, elle jette sa raquette d'En marche et rallie le microgroupe Libertés et Territoires. Une poussée frondeuse, ayant été plus tendance godillote, votant – les fois où elle était là pour voter – à 100 % comme son groupe macroniste (lefigaro.fr, décembre 2018). Repérée cancre de l'assiduité à l'Assemblée nationale, classée 567<sup>e</sup> place sur 572 après six mois d'activité (*Capital*, 21/12/2017), toujours dans les 150 les moins actifs en juin 2019 selon le site nosdeputés.fr qui détecte sa présence en général deux fois moins souvent que la moyenne des députés [La moyenne, pas l'ensemble...]. L'amateur n'est pas prête à passer pro de l'hémicycle ou de la raquette. Elle a pourtant su innover, fermant sa permanence, résiliant le bail du « local en location non seulement coûteux mais aussi dispendieux et inadapté à l'heure du télétravail » selon elle (*Ouest-France*, 19/03), optant pour des permanences mobiles et une permanence numérique par semaine. Sandrine Josso, la députée liquide, a écrit un communiqué contre l'opérateur Orange, parce que la 4G, ça capte pas, dans sa circonscription. En 2019, elle pratique l'hyperactivité molle: aucun rapport, aucune proposition de loi, mais quand même, en mai, elle peste contre les pesticides, par un communiqué. À son actif, une question dans l'hémicycle en mars sur les emplois aidés disparus et une question orale au gouvernement pour que les paludiers soient reconnus travailleurs agricoles, ce qui était alors déjà quasi acquis, et de fait effectif trois semaines plus tard. En avril, une question sur les violences faites aux femmes, demandant d'instaurer des téléphones « grave danger » qui existent déjà depuis 2014, et des bracelets électroniques repérant dans les parages la présence de l'ex violent. Sans proposer un système de détection des députés de Loire-Inférieure aux environs du Palais Bourbon. Lors du Tour de France, elle cosigne une tribune contre les gadgets en plastoc balancés par la caravane publicitaire. On n'a bientôt plus de pailles et touillettes en toc chez M'Do, et déjà plus de gadgets en plastique dans *Pic-sou Magazine*. Bientôt plus de Sandrine Josso. Que nous restera-t-il? ■

# Airbnb soumis au carcan dira-t-on

Pour faire du blé avec ses meublés, il va falloir éviter de se faire flasher par les radars.

L'AIRBIENBISME ne passera pas. Enfin, peut-être pas. Dans le jargon métropolitain, on ne prononce pas le nom d'Airbnb. On dit plutôt « nouvelle économie collaborative » et « meublés de tourisme offerts en location de manière répétée et pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile ». Tout en gardant l'œil sur cette ubérisation du canapé comptant trois milliers d'enregistrés par la plateforme Airbnb à Nantes. Le décompte mêle des gens qui louent un bout de chez eux ou tout quand ils sont absents, et des investisseurs qui en font une rente et un business, sous-traitant l'accueil à une société de conciergerie. « Il y a de faux profils et quand les clients arrivent, il n'y a pas de "Sandra, sportive et dynamique", il n'y a personne en vrai, c'est juste une société immobilière avec quelqu'un qui fait l'accueil », note Nathalie Savourel, vice-présidente de l'UMIH44, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie.

En prospectant Butte Sainte-Anne, en porte-à-porte pour chercher des baraques à vendre, pas loin de l'hypothétique Arbre aux pigeons, les agents immobiliers ne s'en cachent pas : ils visent une clientèle d'investisseurs, qui vont acheter des maisons pour les diviser en logements Airbnb. Dans le quartier, un deux pièces en rez-de-chaussée est ainsi passé de 473 à 1200 euros par mois, une fois ubérisé, en passant de location classique au marché Airbnb...

Depuis janvier 2019, la loi nationale limite l'activité à 120 nuits par an dans 18 grandes villes dont Nantes (à Amsterdam c'est 60 par an). Pour faire plus, les truqueurs visent des clients qui reviennent leur louer en direct, payant au black en court-circuitant la plate-

forme et sa commission. Pour éviter de déstabiliser le marché immobilier locatif comme dans d'autres villes, Nantes métropole a adopté le 22 juin 2018 un règlement, pas encore très appliqué, mais ça donne le cadre. Il interdit d'uberiser plus de 50 % d'un immeuble, oblige au-delà de deux logements Airbnb à une compensation d'un local dans le même quartier, même surface, proposé en location classique. Et les loueurs doivent se déclarer pour obtenir un numéro d'immatriculation. Ce qui doit tracer l'activité et la collecte, actuellement annuelle, de la taxe de séjour. Mais depuis ? « L'an dernier, la mairie a été submergée d'appels de propriétaires inquiets. Depuis, le logiciel d'enregistrement a été développé mais, pour faire peur, il faut des contrôles. Et on voudrait qu'Airbnb soit obligé de déclarer tous les mois les taxes de séjour, comme nous-mêmes, hôteliers », ajoute Nathalie Savourel. La mairie embauche à partir de septembre deux contrôleurs. Dès cet été, une société angevine de tracking teste les offres nantaises d'Airbnb avec de faux profils et de faux enregistrements. L'économie collaborative vire contrôlative. C'est curieux pour une ville qui tente depuis des années de draguer des touristes, le but ultime étant de les fixer plus de deux nuits sur place, alors que la grande majorité ne fait que passer. Tout l'investissement du Voyage à Nantes est fait pour ça, même s'il peine à attirer internationalement. En tous cas, face au découragement officiel de l'airbienbisme, la guilde des rentiers proteste contre cette grave atteinte à la relance de sa croissance. ■

Walter Bitouby



Haut-le-cœur de cible

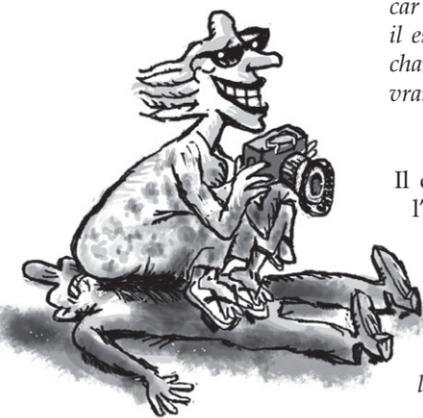
## Alerte à la tourismophobie

Et si la ville finissait un jour par vomir ses touristes...

DISCRÈTE panique à Touristland : et si ce beau marché en plein boom était victime d'une trop bonne « performance de la politique d'attractivité » ? C'est l'indicateur du désastre analysé début juillet par un colloque qui scrute depuis Nantes les aléas du credo touristique. Débat réservé aux pros. C'est du BtoB, pas un grand débat dit participatif. Si Nantes s'engouffre dans ce fantasme de ville pompe aspirante à touristes, du Voyage à Nantes au projet d'Arbre aux pigeons dans la carrière Misery, l'auto-proclamé « événement inspirant » baptisé Travel to the future se pique d'explorer « le turf », en soulignant que c'est du verlan de quartier populaire, histoire de faire stylé, et d'être compris des top managers, les inquiétants jeunes de téci n'étant évidemment pas bienvenus, trop extérieurs à la clientèle cible (bleuci, plus exactement). Le colloque qui évidemment « invente le tourisme de demain », s'intéresse plus sérieusement à « l'outdoor et la gestion des flux » touristiques, avec la peur du funeste aléa logistique (le retour de l'aéroport saturé, aaaaargh!) qui plomberait de si attractives « destinations ».

### Le turfutourisme craint

Une table ronde a posé le cadre :



« Saturation des espaces, instabilité des destinations, over tourisme, ces phénomènes ne cessent de s'amplifier aux quatre coins du monde, mais qu'en est-il vraiment ? Les médias se sont emparés du sujet et rabâchent les cas de Barcelone, Dubrovnik ou encore Venise ; peut-on faire une généralité de ces exemples, les extrapoler à n'importe quel territoire ? » Là, on sent la boule d'angoisse remonter au bide du tour operator, à qui la table ronde distille des sueurs froides : « De nombreuses destinations n'ont pas anticipé l'augmentation des flux due à la démocratisation des transports aériens, à la performance de leur politique d'attractivité ou encore au bouche-à-oreille amplifié par les médias sociaux. C'est alors le point de rupture, la naissance des mouvements antitouristes, les files d'attente interminables, la difficulté à préserver les espaces naturels ». Effrayant, non ?

L'universitaire nantaise Cécile Clergeau, par ailleurs présidente d'honneur de l'Association francophone de management du tourisme, propose lors du colloque un audacieux euphémisme : ne dites plus touriste mais « habitant temporaire ». Jean-Pierre Pinheiro, de l'office de tourisme du Portugal en France, apprécie l'expression : « Avant, le touriste, parké dans son hôtel, était accepté, car on ne le voyait pas. Maintenant il est devenu voisin de palier, peut changer tous les jours et remplace le vrai voisin qu'on n'a plus. »

### Overtoutou partout

Il détaille les trouvailles contre l'over tourisme : « Barcelone a ouvert 6 000 dossiers de contentieux contre des propriétaires Airbnb qui ne respectent pas les règles ; Dubrovnik a installé 116 caméras pour contrôler les flux et, au-dessus de 6 000

personnes, ferme les portes ; les restos ont réduit de 30 % leurs tables et chaises ; Venise interdit les accès à certains moments. Grâce à leur city card qui génère des data, Amsterdam et Londres indiquent les temps d'attente aux monuments et musées et proposent des visites alternatives pour fluidifier les touristes. » Un vrai langage de logisticien de fret. Mais la grande peur, c'est les visiteurs de demain, classes moyennes chinoises et indiennes. Aujourd'hui, on compte 1,3 milliard de touristes par an dans le monde. Ils seraient près de 2 milliards d'ici 2030, les Chinois apportant les deux tiers des nouveaux contingents.

Si les effets dévastateurs du tourisme sont reconnus dans les pays du Sud, comment les pays développés pourraient-ils prétendre échapper à la critique quand ils le pratiquent entre eux ? L'ancienne « capitale verte de l'Europe », régulièrement présentée comme l'une des provinces hexagonales où « il fait bon vivre », reste très discrète sur ses effets pervers : pollution atmosphérique et sonore liée au dumping social à coups d'avions low cost (60 % des passagers passant par Château-Bougon), inflation immobilière et gentrification de la cité, destruction du marché de la location accessible, etc. Ça fait un moment que la « tourismophobie »\* les turlupine un peu : « La montée du ressentiment contre les touristes est un problème à prendre au sérieux », alertait il y a deux ans le secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (Ouest-France, 11/08/2017). En juin 2015, les habitants de Trentemoult, déjà bien envahis par les curieux, avaient apprécié de n'être classés que 16<sup>e</sup> sur 22 au concours France2 du « village préféré des Français ». Même si des sites internet disent toujours Trentemoult « élu plus beau village de France en 2015 ». Face aux réticences, faut s'attendre à voir débarquer les experts en acceptabilité, pour faire avaler la pilule du tourisme cohabitant. ■

### Bruno Futur et Arthur Travelo

\* Un terme choisi (Le Quotidien du tourisme, 29/01), créé par le sociologue Rodolphe Christin, et plus exact que touristophobie.



## Smartiflette Rétame-city

LA course aux trophées et palmarès, parfois, ça foire. Le classement International Copenhagueniz Index vient de virer Nantes du club des 20 meilleures villes d'Europe pour le vélo, où la Cité des trouducs de Bretagne plastronnait depuis 2015. Le tourisme intelligent rate pareil le podium. Candidat en juin 2018 au titre de capitale européenne du smart tourism, Le Voyage à Nantes s'est fait rétamé discrètement trois mois après, Helsinki et Lyon emportant le titre. Les parasols connectés\* signalant la Loire à marée montante ou descendante n'ont pas convaincu. Comme lot de consolation, Nantes pourrait briguer le label de capitale du tourisme idiot. Peu de candidats déclarés, buzz assuré. ■

\* Tarte city, nième épisode, Lulu n° 104-105, avril 2019.

### Underscore

## Le fantôme des 1 001 nuits

Le plus gros défaut du touriste, c'est qu'on ne le mesure pas. À défaut, on compte le nombre de nuitées d'hôtel qui cumulent congressistes, gens du voyage (d'affaires) et touristes. Nantes se targue d'avoir progressé de 4 % en 2018, avec 3,3 millions de nuitées. C'est moins que la rivale Bordeaux (6,1 millions de nuitées, +5%), ou Toulouse (4,3 millions de nuitées, +6%). Mais Nantes fait toujours mieux que les scores hôteliers à Saint-Mars-du-Désert. ■

# Tout le monde déteste les start up

Sur son ordinateur en carton, Lulu a tapé numérique, écosystème, nantes, labale, on est les meilleurs, on invente le futur.

Résultats :

Cache laisse

## La Baule baie de brassage

Le top: chaque grain de sable connecté à un RIB.

PLAGE connectée, an zéro à La Baule. Grâce à Veolia, le concessionnaire du sable, le smart baigneur pourra payer son daïquiri avec un «bracelet qui ne craint pas l'eau» (France Bleu Loire Océan, 09/05), système «cashless» alimenté en euros par internet, pour éviter la carte bleue qui nage dans son califoutte de bain et finit happée par les méduses (un drame plus fréquent qu'on ne croit). 10000 bracelets commandés. La station fanfaronne. À l'en croire, ça s'est jamais fait\*. Sur son site, le concessionnaire Veolia détaille les «besoins déjà émergés» pour son concept «Smart baie» voué à truffer le remblai d'objets connectés: poubelles sonnantes à l'alerte avant de déborder, bouées connectées (mesurant la pollution et le taux de coliformes fécaux), bracelets tracker pour pister les miches à leur insu, relevés d'affluence automatisés (touristes et méduses, sans doute), pour enfin permettre une «fluidité de l'expérience plage». Pour l'instant ce ne sont qu'élucubrations. Cette année, outre les bracelets de crédit dématérialisé et waterproof, 80 placards à «consignes sécurisées» Vigicube, à 1,70€ de l'heure, évitent de se faire cravater son bob de recharge par les klepto-bigorneaux.

Sécurisé, ça veut dire que les portes ferment avec un verrou. Pour avoir le code, on passe par son smartphone, équipé aussi d'une appli pour se faire livrer son homard-chips-mayo sur le sable (mais il n'y a que deux restos partenaires). Entre temps, on a oublié le code du casier où est enfermé son téléphone, condamné à la jouer *escape game* pour s'en sortir tout seul. C'est un objet intelligent, il doit réussir. Le vacancier rupin respire: il avait peur d'être pris pour un plouc. Mais pour la wifi sous les vagues, faudra patienter. ■

Oscar Ambaule

\*En fait La Réunion s'est déjà décrétee «plage connectée» en 2015, Nice, Marseille, Moliets (Landes) en 2017. Les festivals ont adopté le bracelet *cash less* dès 2016, vite imités par les campings.



Connecticut

## La chipolata intelligente, enfin!

Le barbecue municipal sera smartement connecté ou ne sera pas.

LE jardin familial des Chaupières, quartier du Vieux-Doulon, a été inauguré par Farinella Rolland le 25 mai. Y trône un champignon en ferraille rouge. Cette «plancha connectée», fleuron de technologie, laisse les jardiniers dubitatifs. Ce genre de barbecue nucléaire ne s'allume que via un smartphone et l'appli qui permet aux ignares de moduler la température avec pré-réglages viande, poisson, légumes. Garanti «mobilière urbaine résistante traitée antivandalisme et fixée sur une dalle de béton» par Cooxy, le fabricant basé dans le Gard. Comptez entre 3000 et 3500€ par engin, selon les sites d'e-business bien sûr. Quand le pique-niqueur s'éloigne du machin, hop, coupure bluetooth, ça s'éteint tout seul. Inouï, non?

Nos envoyés spéciaux ont été dépêchés auprès du grille-machin électro-atomique du futur immédiat, pour cueillir quelques paroles de jardiniers: «Suis pas au courant. C'est où?», dit Christophe. «Personne s'en sert, confie Sandra. La seule fois où on l'a fait marcher, c'est quand la maire était

là pour la fête de l'inauguration. Quelle galère. Il a fallu une heure pour réussir à l'allumer.» Pour Ali, «c'est du gâchis». Les autres ne sont pas plus en extase: «Pas terrible. Le jour de la fête, il y en avait trois planchas pour le cinéma de la maire mais ils ont tout mélangé les viandes. Du porc, sur les trois. Sans nettoyer. Vous comprenez?» «C'est quoi? Un gâteau? C'est espagnol, ça se fait ailleurs? Faut se connecter? Connais pas.» «La galère pour ma voisine. C'est une grand-mère. Elle a pas le téléphone adapté.» A peine installé, le gadget était déjà taché de rouille. Bizarre pour un truc de 80 kg d'acier et inox conçu pour supporter les intempéries. L'inox n'est plus ce qu'il était. Aux jardins des Batignolles, même modèle de plancha smart-télécommandée, mais parmi les jardiniers présents à la fraîche, un seul a des infos: «C'est le gardien qui s'en sert... pour les réunions.» En tous cas, en plancha à laver, ça marcherait très bien et sans connexion. Prendre un nuage qui passe, l'étaler sur la surface inox et laisser cuire au soleil, servir tiède. ■

Reconquistadors

## Exploiteurs, vendus!

EN mars 2018, nuage noir sur la planète numérique nantaise: la pépite Dictanova pète en vol, sept ans après son envol, malgré son incroyable talent à s'être «illustrée en prédisant à l'avance les résultats des Miss France, deux années consécutives, à partir des tweets des téléspectateurs»\*. Dépôt de bilan évité d'un cheveu, sept des 17 salariés à la rue. Leur spécialité: faire des réclamations et commentaires de consommateur une marchandise pour «permettre aux marques d'extraire automatiquement et d'exploiter simplement des données clients contextualisées» en pistant leurs parcours et comportements, analyse sémantique des mots, des voix des clients. Du flicage commercial. Tout ça pour faire parler les données sous pression d'intelligence artificielle, d'algo-

rythmes du *machine* et *deep learning* et logiciel de *customer feedback management*. Mars 2019, Dictanova et ses dix rescapés sont rachetés par une boîte parisienne, Easiware qui est sur le même créneau du «*smart data*» mais «avec un supplément d'âme». Objectif: «reconquête des clients insatisfaits» en se servant de ce que disent ces chieurs, pour les faire consommer quand même. Avec ce constat du boss d'Easiware: «Le défi est que les clients sont moins obéissants qu'avant et s'expriment sur les marques à travers des canaux multiples, comme des forums par exemple, tout en attendant une grande réactivité de ces dernières» (Les Échos, 09/04). Vite, un logiciel contre l'indocilité. ■

\* «Dis qu'tas raté», Lulu n°92, mai 2016.

## Bras sans chaussures Le code dans les chaussettes

LE 24 avril, s'est inaugurée sur l'île de Nantes une succursale de la Wildcode school, école privée formant ici-même 32 futures petites mains du digital. Présent dans six capitales européennes, le code sauvage scolarisé ouvre ici sa 13<sup>e</sup> antenne dans une grande ville française. «Bienvenue dans la famille du numérique nantais qui a besoin de bras!» a fièrement twitté Francky Trichet, 24<sup>e</sup> élu et monsieur numérique proclamé. Pour suivre les cinq mois de formation aux jobs de *data analyst* ou de développeur (web ou mobile), il faut larguer 6990€ de menus frais de scolarité. En apportant leur soutien à ces boîtes privées, les élus nantais montrent le peu d'intérêt pour les formations publiques, l'IUT par exemple, où les frais de scolarité de la licence pro développeur coûtent 260€. La cérémonie de la 50<sup>e</sup> promo des 800 diplômés de l'IUT le 10 mai, il s'en tape, Trichet. Il n'y a pas mis les chaussettes. Il préfère les 32 wildcodeurs. Moins ringue, plus blingue blingue. Bizarrie: à l'école du code, les invités et l'élu ont dû enlever leurs godasses comme dans une mosquée. L'inauguration s'est faite en chaussettes, selon le rituel imposé par Anna Stépanoff, fondatrice de l'école, capable de théoriser: «Lorsque les pieds sont libres, l'esprit l'est aussi! Ici, on casse les codes. Nous codons sans chaussures parce que nous sommes libres. Libres de le faire pieds nus, assis par terre, si nous en avons l'envie. Libres de coder au réveil ou toute la nuit, quand bon nous semble.» Une liberté qui ressemble à l'ultra libérale disponibilité des asservis au travail en permanence, n'importe où. Le digital du futur passe par les orteils libérés. ■

Survivalisme

## Robotte de radis

UNE smart-up city serait minable sans autobineuse intelligente. Le Web2day a réexhibé Farmbot\*, robot connecté qui bine, sarcle et désherbe le potager à la place des jardiniers, paraît-il «pour éviter que des initiatives citoyennes telles que les jardins partagés deviennent des charges de travail pour les participants» (Immobilier 2.0, 07/06). Les citoyens sont feignants. Les parrains locaux du robot vantent Farmbot «dans le cadre des politiques RSE à travers le bien être au travail. Quand au mois d'août, les employés désertent les bureaux, l'autonomie du robot, qui peut être alimenté par un panneau solaire, assure la survie des plantes et des légumes» (La Tribune, 22/09/2018). Patron, appelez la cellule psychologique, les tomates ont pourri sur pied. ■

\* «La fin du légume humain», Lulu n°101, juillet 2018

Carotène

## Tooth au jardin

LE potagérisme assisté par prothèse numérique a fait le beau les 6 et 7 avril, au Makeme Fest nantais, avec l'appli My Garden Watcher, «solution d'assistance au loisir personnel» pour «les personnes qui n'ont pas le temps»: une fausse carotte connectée via bluetooth, reliée à une base de données bourrées de conseils d'agronomes indispensable pour faire pousser de vrais légumes. Des notifications en temps réel disent quand il faut arroser. Rien à voir avec les inepties défendues par la Ville de Nantes sur les effets bénéfiques de sa «politique publique des jardins collectifs» comme «support de l'innovation sociale où s'inventent de nouvelles formes de rencontres». Derrière chaque carotte virtuelle, une belle rencontre durable avec son partenaire algorithmique. ■



Datavisme

## Flou chartistique

TOUTE data est un «bien commun et une ressource à partager», a proclamé Johanna Farinella Rolland le 19 juin, en lançant sa mirifique charte métropolitaine de la donnée. Un beau vœu pieux, les multinationales, Gafa et l'armada des start-up pompeuses de données d'envergure ne s'associant pas à cette proclamation unilatérale. Dite «restrictive», la charte interdirait par exemple «de collecter plus de données que nécessaire», alors que la bourgmestresse avoue souhaiter récupérer les données d'Uber ou d'Airbnb en les considérant «d'intérêt général». Sûr que si ça marchait, ces bienfaiteurs du bien commun ne demanderaient pas la moindre contrepartie. ■

# Le potache sécuritaire est servi

Tu seras vigile, mon fils ! En passant un bac pro, à Couëron, pour préparer à rien, sauf à la discipline.

JOURNÉE portes ouvertes au lycée de Couëron. Fouille à l'entrée. Un élève aux airs de chef-aillon, pieds canards rangés et bras croisés, lâche aux visiteurs : « Je vais vous demander de me suivre »... La formation vante « une vision d'un continuum de la sécurité globale exigeant une montée en gamme des compétences », comme le blablate ce prof qui est accessoirement gendarme. Au lycée Audubon, l'attentat a du bon. Sa prolifération provoque une explosion de débouchés pour les métiers de la sécurité, dans le public ou le privé. Croisant employabilité et menaces contre la Nation, l'Éducation nationale a créé il y a trois ans un bac pro métiers de la sécurité, proposé dans l'agglomération au lycée public Audubon à Couëron et, plus diocésain, à La Joliverie à Saint-Sébastien. Selon le site [emploipublic.fr](http://emploipublic.fr), la formation « cartonne chez les jeunes » avec un « taux de pression » de 20 candidats pour une place, pour faire flic ou gendarme de base, sapeur-pompier, maton... Le rêve en uniforme, avec pour armes un dossier béton, un bon sens du pas de vagues, de bonnes

appréciations, une lettre de motivation. D'ailleurs, « il ne s'agit pas tant d'apprendre comment utiliser une arme mais pourquoi ». Nous voilà rassurés. Dans la réalité, les classes de seconde et première sont couronnées par un CAP « agent de surveillance ». En terminale, on choisit entre « sécurité publique et sûreté » ou « sécurité incendie ». Flic ou pandore, ou alors pomplard, en gros. Concrètement ce bac pro n'ouvre pas à grand chose, malgré la journée portes ouvertes du 23 mars au lycée Audubon qui l'a répété : « Ce n'est pas une préparation aux concours. » Même si l'Onisep veut y croire : « Le diplômé, après recrutement par concours ou sélection, peut intégrer la sécurité publique (police nationale, police municipale), civile ou privée. » L'apprenti militaire, pompier ou gendarme devra donc faire comme les copains issus de filières à taux de pression variable (voire totalement dépressives) : préparer et passer les épreuves. Son atout : l'avant-goût du boulot. Il a eu le plaisir de faire des stages en commissariat, en caserne, dans le 35<sup>e</sup> régiment de parachutistes

de Tarbes pour les terminales, d'être initié aux joies du menottage ou du tonfa (avec discernement), au bonheur de porter un brassard « sécurité » ou « palpation » comme les grands. Quand ils ne jouent pas à surveiller les élèves des autres filières (« Chef, il y en a un sur le toit ! Il fume ! ») qui doivent adorer être sécurisés par ces camarades dévoués, costauds, dopés au sport (pardon au MPP, « maintien du potentiel physique », faut pas confondre) pour bien remplir leurs uniformes. Les adeptes de la « dominante sécurité incendie » en terminale seront bardés de sigles utiles en sécurité incendie (MTE/MAN), intervention sur accidents routiers (SRO), équipier VSAV (module VSA), secours à personne (SST et PSE2). Mais, s'ils deviennent effectivement pompier, ils repasseront tout ça, de toute façon. Devenir pompier volontaire — autre possibilité miroitante bien que peu rémunérée —, passe par une inscription et une formation (assurée), avec ou sans bac pro. Ce qui est sûr, mais alors là, sûr de sûr, c'est que, les heureux titulaires d'un bac pro sont 100 % cer-

tains de pouvoir faire vigile, ayant obtenu au passage le CAP « agent de surveillance » qu'il faut. Pour une éventuelle poursuite d'études, Roubaix, Lille, Maubeuge proposent une licence pro pour encadrer, manager la sécurité. Et, encore nébuleux, d'ici deux à cinq ans peut-être, « un BTS management de la sécurité devrait être créé », assurent les responsables du lycée Audubon.

« Et peut-être à Nantes ! » (mais peut-être pas). En attendant, on peut toujours s'improviser chargé de mission floue et garde rapprochée de Macron, avec perspectives de reclassement auprès d'oligarques. Quoiqu'entre Paimboeuf et Savenay, ce marché ciblé est réputé un peu restreint. ■

Alexandre Penalla

**La vérité si engagement**  
**Flic de bas étage**  
UN stand de recrutement dans la rue, ça fait un bon papier. La flicaille enrôle sur le trottoir. Le journaliste pédagogue modère les ardeurs : il faut démarrer par le bas, simple adjoint de sécurité, puis « gravir les échelons et passer gardien de la paix, commissaire, capitaine » (France Bleu Loire Océan, 08/04). Sans préciser comment on devient haut gradé, menteur par omission devant une commission sénatoriale, du type affaire Benalla. Le manque d'ambition, voilà le mal du moment. ■

**Légitime détente**  
**Logement guibolle**  
PLUS fort que Lucky Luke, un type s'est tiré lui-même une balle dans le pied. Sur un stand de tir à Ancenis dans un exercice dont « le but est de dégainer, de tirer, et de rengainer son arme le plus rapidement possible. C'est en la rangeant que la balle de 9mm est partie se loger dans sa jambe » (France bleu Loire Océan, 11/05). Conclusion à tirer : les sports de balle sont de dangereuses activités de détente. ■

**Places fortes**  
**6<sup>e</sup> sens interdit**  
**Heureux qui comme Ulys ? Une vaste blague pour les enfants handicapés.**  
SANDRINE a une fille de 11 ans, Gaby, qui a des troubles du langage et des apprentissages. En CE2 cette année, elle était accueillie par un dispositif Ulys (Unités localisées pour l'inclusion scolaire), qui accompagne des mômes de 6 à 12 ans suivis par un enseignant spécialisé, tout en partageant les cours et des activités avec leurs camarades valides. Ces Ulys s'adaptent à chaque handicap et mettent les élèves en confiance. Gaby est apte à un bond vers la sixième. Tout le monde est d'accord. La commission des droits et de l'autonomie de la MDPH, Maison départementale des personnes handicapées de Loire-Inférieure, notifie une orientation à la rentrée dans un collège doté d'une classe Ulys. Mais il y a un hic : dix places disponibles pour 20 enfants en demande. Pas de place pour Gaby. Le rectorat réoriente vers le collège de secteur où elle sera perdue dans une classe de 25-30 élèves, sans pédagogie adaptée. Un genre de test de survie en milieu hostile. En avril, cinq familles de rejetés par manque de place écrivent conjointement 22 courriers à tous les députés du coin, à l'académie, au ministre de l'Éducation, au président Jupiter et à sa femme Brigitte, qui a été prof de lettres dans une vie antérieure. Plus préoccupé par les premiers de cordée, Jupiter a répondu par une lettre type de son chef de cabinet, désolé et de tout cœur... Malgré ses nombreuses déclarations de soutien à l'inclusion des handi-

capés, M<sup>me</sup> la Première dame n'a pas trouvé le temps de répondre. Le rectorat, l'inspecteur d'académie, toutes les huiles de l'Éducation nationale sont restés muettes, n'orientant que vers un numéro hotline des services de Blanquer... Il y a un an, l'agence régionale de Santé reconnaissait « le nombre important de jeunes maintenus en Ulys faute de places en IME [Institut médico-éducatif] » (Ouest-France, 09/07/2018). Le système des IME, qui n'accueille que des handicapés, a ses détracteurs qui le considèrent comme un ghetto. Mais l'alternative à cette mise à l'écart, le principe de l'inclusion scolaire mis en avant par l'État, n'existe en fait pas vraiment. Surtout en Loire-Inférieure, particulièrement saturée. Qui a parlé d'égalité des chances à l'école, de réussite éducative ? En 2010, l'inspecteur d'académie écrivait pourtant dans le journal de l'Adapei 44 : « L'Éducation nationale effectue un effort d'adaptation intense pour répondre à l'obligation éducative d'accueil et de compensation du handicap, par la formation des personnels et par l'apport de moyens importants » (Papillonnages n°33, décembre 2010). Depuis, l'intensité de l'effort et l'importance des moyens se sont embourbés. Si Ulys ne peut rien, la mythologie n'a plus que Charybde et Scylla à proposer. Le premier avale et recrache la mer, l'autre bouffe tout avec ses six têtes. Pas mieux que Jupiter-le-hautain et Brigitte-le-muette. ■



# Le Breil, un quartier au point mort

Breil, ça peut se lire libre, dans le désordre. Un an après la mort d'un des siens, le quartier se sent toujours désordonné.

LES quartiers populaires, c'est dangereux. Au Breil, le 3 juillet 2018, Aboubakar Fofana est mort d'une balle dans le cou, tirée à bout portant par un CRS. Un an après, l'instruction semble au point mort. Le CRS: toujours pas été entendu par le juge qui reporte l'audition, en attendant de l'expertise balistique de l'arme. Le flic n'étant pas en prison préventive, paraît que c'est moins urgent. Sympa pour les familles, les proches, et tout le quartier qui attend de savoir. On a vu la justice plus pressée pour moins que ça, par exemple pour une Johanna Rolland enfaninée, certainement morte de trouille au marché de la Petite-Hollande.

En attendant, la justice embraye, un « local associatif partagé » a été ouvert le 22 juin, baptisé « La cerise sur le gâteau », un nom un peu tarte. On cherche toujours le gâteau. Une dizaine de collectifs d'habitants et d'assos se partagent le lieu... jusqu'à sa démolition prochaine. Un bout du centre commercial ayant cramé l'été dernier, Nantes métropole prévoit de



réhabiliter, mais rien n'a été fait pour l'instant. En visite de courtoisie avec ses sourires pincés en novembre 2018, Farinella Rolland a justifié la lenteur des travaux par l'attente du constat des assurances. Un peu plus, il lui fallait aussi l'expertise balistique. Et peut-être le rapport de son assureur perso, pour son propre véhicule incendié

près de chez elle le troisième jour des émeutes. Financée par Nantes métropole, une étude de terrain menée par l'asso des Greeters, des bénévoles qui font découvrir leur ville à des touristes, inventorie les atouts du Breil pour « proposer une offre touristique culturelle et sociale » (Ouest-France, 25/06). Des découvreurs de l'exotisme local

viendraient bientôt se prendre en selfie au pied des tours devant une bagnole cramée... Les experts de l'attractivité ont toujours des idées fumeuses.

Le local La cerise sur le gâteau accueille notamment une nouvelle asso, Breil d'abord, emmenée par Mohammed Arrossi, 19 ans. Couture pour les filles l'après-midi, chicha, rap et jeux-vidéo jusqu'à pas d'heure pour les gars, sous le regard d'une caméra de vidéo-surveillance (pardon « vidéo-protection », selon le jargon municipal) très haut perchée qui scrute tout ce petit monde. Si, ici, personne n'a encore trop vu la nouvelle police dite de proximité, la police de loin, elle, voit tout sur ses écrans. Un trentenaire qui a « vécu là toute sa vie », se souvient pourtant « des policiers d'avant, qui nous menaçaient d'aller rapporter à nos pères si on fumait. On se connaissait, on se respectait, on rigolait même parfois. » Les gens sont devenus tristes: ils ne savent pas plaisanter avec une caméra haut perchée. ■

Marijo Anarolande

## Injuste milieu

### L'effet paillason

CETTE locataire d'une des tours du Breil qui « n'en peut plus » vient se plaindre à l'agence de Nantes métropole habitat, rue Feyder: « Dès 9 heures du matin, un gars fait le guet devant ma porte, et ça n'arrête pas, ça va, ça vient. Il écrase ses mégots de cigarette sur mon paillason et laisse ses détritiques sur mon palier. Je paye mon loyer, moi. Vous allez faire quoi? ». L'employée à l'accueil rétorque qu'elle est déjà avisée des problèmes mais ne peut « rien faire », n'ayant reçu aucune instruction. Rue Feyder aussi, la tour du milieu porte bien son nom. Le trafic de stupés y est patent. Des demi-douzaines de gars « choufent » l'accès des lieux en permanence, d'autres balaient la voie d'allers-retours en deux-roues (arrière). Un peu tôt pour les reclasser en petits fonctionnaires de la distribution du shit, même si un rapport du Conseil d'analyse économique, qui dépend de Matignon, a affirmé le 20 juin que la légalisation contrôlée du cannabis, appuyée par une quinzaine de députés de tous bords, rapporterait 2,8 milliards par an au fisc. L'économie informelle n'est pas encore formellement fondue dans les services de l'État. ■

## Tenir le mur

Au printemps, des graffitis ont fleuri au Breil: « Pas de justice, pas de paix », « Abou, ni oublié, ni pardon », ou encore, sur un muret: « ACAB et bon ramadan ». Assimilant tout flic à un [gros mot], All Cops Are Bastards est la version internationale de « Tout le monde déteste la police ». La mairie a dégainé fissa ses kärchers pour censurer ces écarts de langage. Une sortie pour la brigade antitags, en général assignée à l'hyper centre. ■

## Dynamiques de groupes

SQUARE Meliès, devant le foyer où quelque 120 migrants rescapés de Daviais ont échoué à l'automne dernier. Coin à palabres, ou alors chacun le nez sur l'écran de son téléphone. Plus loin, des boulistes entre eux. Des familles de Roms récemment sédentarisées enflamment un barbecue à grand renfort d'essence à briquet. Chacun dans son coin. Deux fourgons de CRS « sécurisent » les abords, entre eux aussi. Quelques gars du quartier ramènent à pied un scooter en panne. Volé?... Tout à coup, contact/contrôle d'identité/interaction: et là, incroyablement, des gens différents qui se parlent! La police est super fortiche, en team building du vivre ensemble. ■

## Chant marchand

# Les compognons de la chanson

Chorale Urban Voices: le larynx coince sur le portefeuille.

LA chorale amateur XXL Urban Voices passe du vocal au global, en se muant discretos en agence de voyage. En octobre 2018, menés par le vibrant Karim Ammour, le directeur artistique, 450 bénévoles chantants sont allés à Cuba, payant chacun de leur poche 1200€ pour dix jours, et 100€ pour deux jours de rab. Du 18 au 26 octobre prochain, 400 choristes contributeurs ont été prévus, même tarif, 1 190€ « budget très serré », direction Séville, aussi cher qu'en France. Faudra donc ajouter le coût de 24 repas et p'tits déjs. Et les options assurance frais d'annulation, assurance perte de bagages, soit 95€. Pas donné. De Nantes à Séville, on trouve aux mêmes dates des séjours avion+hôtel à partir de 343€ par tête, trois fois moins cher que le voyage organisé par l'asso nantaise Cité Monde, qui chapeaute Urban Voices. Le web propose des formules à 657€ (hôtel trois étoiles), à 702€ (quatre étoiles). Karim Ammour a une explica-

tion: « On a fait le choix d'affréter un avion spécial, et ça fait deux allers et retours. » Bonjour l'empreinte carbone. « Pour le tarif, c'est vrai, j'ai pris une volée de bois vert », reconnaît-il. Des 450 inscrits en juin 2018, il n'en reste plus que 110 qui ont confirmé à la mi-mars dernier. Ça sent la débânde. « Dans le cœur, y a ceux qui peuvent payer et qui partent, et ceux qui n'ont pas les moyens, et qui restent à la maison », déplore une assignée à la vocalise nanto-nantaise. Devant le tollé, le tarif a baissé à 1000€, supprimant une nuit, utilisant canapés et lits d'appoint en appart-hôtel ou en se groupant dans le même lit double même si on se connaît pas. « Les solutions dortoirs, pour des gens de 65 ans, c'est pas possible », justifie Karim Ammour. Autre rattrapage: d'abord prévus gratuits, ou à prix libre comme à Cuba, les cours de danse et de percus sont désormais de 10 à 25€. Pour se financer, l'association propose un livret-CD souvenir pour les choristes, entre 2,50 € et 5 €. « Mention

spéciale: paiement en espèces uniquement... » s'étonne un participant, perplexe. Comme à Cuba, le prix du déplacement exclut repas, coups à boire et excursions, tout en supplément. À La Havane, un repas du soir était prévu, mais « riz et haricots noirs tous les soirs, on est vite allés voir ailleurs », note Marithé Jajolet qui ne regrette cependant pas le séjour. Trop cher? Je n'ai pas comparé en fait, et chacun est libre de s'inscrire ou pas... Une amie a travaillé à la collecte du muguet pour se payer le voyage, mais on est nombreux, on ne connaît pas tout le monde. Une pérégrination ou une solidarité pour les gens qui auraient du mal financièrement? Non, ça n'a pas été prévu. » Parallèlement, l'asso Cité Monde rameute à tour de bras des bénévoles, pour canaliser le public, déchirer les billets, installer la déco au concert à la cité des Congrès mais aussi au cours des stages payants, avec le ton d'un cabinet de recrutement: « Votre mission sera d'accueillir les stagiaires et de

faire l'encaissement des entrées. » Encaissement réalisé gratis. Outre 39 000€ alloués par la Drac, le Crédit mutuel et la Semitan, le conseil municipal de Nantes accorde 240 000€ de subvention à Cité Monde: « Un fonctionnement de 60 000€ pour les activités au quotidien et une subvention de 180 000€ pour le nouvel épisode d'Urban Voices, qui sera cette année particulièrement ambitieux, avec un partenariat avec La Havane, qui permettra à un certain nombre de Nantais de se déplacer sur place avant de revenir sur notre territoire pour réaliser cette nouvelle saison d'Urban Voices. »\* « C'est une erreur... Qui a écrit ça? C'est pas malin, s'étonne Karim Ammour. C'est sans doute des élus qui ont eu besoin pour se justifier... » La modeste subvention qui devait alléger les frais du voyage a dû tomber dans la sauce du riz-fayots cubain, surnageant mal dans la paëlla. ■

Luciano Pavarototo

\* Conseil municipal, 20/04/2018

# Tagadac tagadac

## ● Abeillé pour l'été

Dans les palaces baulois, la planète, on la sauve une fois l'an, en juin, lors de la semaine officielle du développement durable. Le groupe Barrière offre alors aux rejets des clients un bracelet en bois et lin, fabriqué par des handicapés d'un Esat d'Arrière, permettant « le parrainage de 10 abeilles » (LaBaule+ n°183, juin 2019). L'an prochain, une tong cadeau qui parraine des puces de mer handicapées.

## ● La combine algorithmée

Doctorant en « optimisation combinatoire », le Nantais Arthur Godet, 24 ans, trituré à fond les ballons les algorithmes, censés trouver des solutions Sudoku en une seconde « pour optimiser le trajet des bus ou les tournées des facteurs » et des livreurs de colis (Ouest-France, 21/05). Ça manque d'ambition: le pied sur le champignon, et les guibolles d'Usain Bolt, méritent des calculs à la nanoseconde accélérée.

## ● Complètement berge

La méditation ne sauve pas des vies. Le festival Nantes Terrain de Jeux célèbre les pratiques sportives libres, skate, escalade, fitness, roller, voire, moins mouvant, yoga. Avec une « salutation à la Loire. Un moment de sérénité ouvert à tous », le 29 juin, une semaine pile après la charge de flics qui a gazé et matraqué des fêtards de la musique, créant la panique et la plongée dans la Loire. Et la disparition de Steve, 24 ans qui avait un tort, il ne savait pas nager. Avant chaque charge de casqués anti-émeute, penser à programmer un moment de méditation et de sérénité.

## ● Porte-à-faux budgétaire

Le plongeur coûte un bras. La facture de la passerelle de l'artiste Kawamata, accrochée au dessus de la carrière Misery, s'alourdit, la faute à des « dispositifs supplémentaires » imprévus et à de « nouvelles modifications significatives » imprévisibles (Presse-O, 04/06). Dopé à 1,3 M€, le coût provisoire a donc pris 27% de bonus en moins d'un an. Mais pas de panique, ça ne fait que 0,34% par jour. En nanoseconde, c'est infinitésimal et, confronté à l'infini, qu'importent les décimales?

## ● Chouffe le non shérif!

À Bouaye, le maire a instauré une amende de 7500€ en cas d'intrusion dans le gymnase (Presse-O, 04/06). Derrière les plis de ses rideaux, la population est sommée de traquer le banditisme de trottoir mais aussi le « démarchage abusif », fléau rural s'il en est. La ville collabore avec la gendarmerie. Le capitaine grippe-coquin l'a dit en conseil municipal, prônant la collaboration entre les pandores, le flic municipal (qui sera deux après l'été) et les z'habitants lambda. Mais attention, pas question de se faire enrôler comme supplétif de la loi et l'ordre, « ce ne sont pas des shérifs de quartiers mais des facilitateurs de lien sociaux ». Avis aux voleurs de pommes: méfiez-vous des facilitateurs.

# LATULULULU?

## Hachement bien

Presse-Océan, 20 février

Le lancer de nains ayant fait un flop dans les années 1990, l'heure est au lancer de haches en intérieur. Après le Québec et Lyon, Nantes ouvre une salle dédiée. Défolioir assuré, assure le commerçant. 50€ l'heure pour trois zigues, super bonus en fin de séance : une photo en veste de bûcheron à carreaux et casque de viking (prêts). Hachetag n'importe quoi.

## Illuminati vandalisés

Ouest-France, 3 mai

Comment discréditer une action militante écolo, non violente et d'intérêt général? Un titre lapidaire suffit. «Pollution lumineuse: ils se sont fait justice eux-mêmes». On s'attend à une vendetta furieuse, une violence insoutenable. En fait l'expression est du président de l'asso des commerçants furax contre le «vandalisme» de tags au blanc de Meudon, lavable à l'eau, sur les vitrines de boutiques qui restent allumées toute la nuit, en infraction avec un arrêté municipal de 2013. Le président des tiroirs-caisse parle. Le titre est perfide, tordu, l'article plus équilibré. En sortant de la mauvaise foi, penser à éteindre la lumière.

## Règle de trois

Ouest-France, 17 juin

Le jardinier a ramassé le tubercule toxique dans ses légumes, l'a cuisiné, bouloté, et a calanché direct. Ce serait de l'oënanthe safranée. Grosse présomption, que personne ne confirme «à 100%». Ce qui mène Ouest-France à titrer: «Décès d'un jardinier: la plante coupable à 97%». Ça paraît bien précis mais, à part le titre, l'article reste muet sur l'origine de ces 3% d'innocence. En tous cas, si vous voyez pousser des pourcentages dans le potager, n'y touchez pas, c'est pas vos oignons.

## Casse-croix

Presse-Océan, 20 février

La photo est trop horrible, on vous la montre pas. On y voit une croix chrétienne datant de 1887, gisant au sol sur des gravats, profanée, réduite en morceaux. Les briseurs de monument, qui ont agi à visage découvert, sont formellement identifiés: un gang, SOS calvaires, qui se prétend asso 1901, et qui a remonté une croix plus haute, en ciment armé. Casseurs et armés. Dieu merci, on a la loi anti-casseurs.

## Vin donneur

Presse-Océan, 28 février

Pour aider ses parents viticulteurs endettés, un ado lance une cagnotte en ligne. L'article explique: papa maman «travaillent d'arrache-pied pour faire vivre leur exploitation». Il faudrait leur expliquer que s'ils arrachent tous leurs pieds de vignes, va pas rester grand chose à exploiter. Et peut-on se fier à des gens qui prônent l'exploitation?



## Feux d'artifices Les déménageurs bétons

En route vers la débétonnisation. Dans le discours au moins.

L'ARTIFICIALISATION des sols, la bonne terre rechapée de béton, c'est fini. Promis. Héros de la cause, le président du département préside début juillet le colloque Terre [à] ménager, visant l'«objectif zéro artificialisation nette». Nette, ça veut dire que s'il bétonne quand même, il compense en débétonnant une surface équivalente, ailleurs, pour la rendre aux lombrics et aux taupes. Accessoirement, cette «urgence foncière» affichée n'a pas d'échéance à tenir. Les ricaneurs se souviennent que le même Philippe Grosvalet a été un farouche promoteur d'un aéroport cimentant le bocage à ND-des-Landes et macadamisant les routes de desserte. Dans un tiré à part distribué pour le colloque, Grosvalet confesse sa foi refoulée pour le béton aéroporté comme une aubaine qui a «permis une sorte d'éveil sur la question» au point de dire lors du colloque que le projet de Surf parc à Saint-Père-en-Retz «n'a aucun intérêt public. Faire du surf à 10 km de la côte, alors qu'on est un département littoral,

c'est aberrant, anachronique.»

Grosvalet est élu départemental depuis 21 ans, vice-président du département depuis 2004, big boss à partir de 2010. L'éveil a été long. Rappel: entre 2006 et 2016, en Loire-Inférieure «plus de 7000 ha ont été ensevelis sous le béton et le bitume des routes, lotissements et autres zones commerciales ou industrielles. L'équivalent, tout de même, de quatre Zad de N-D-des-Landes ou, à une autre échelle, de plus de 10 000 terrains de football...» (Mediacités, 24/01).

### Sauveur du bétépé

Fraîchement converti, Grosvalet a pourtant affirmé que l'abandon de l'aéroport écrase bocage «ne remet pas en cause les convictions que j'ai portées pendant toutes ces années» (conseil départemental, 25/03). D'autant qu'il a quelques chantiers en route. «Les travaux publics, c'est une grande économie de proximité qu'il faut sauvegarder», plaide le même Grosvalet en 2015 en débloquent 2M€ pour sauver la filière locale du BTP en anticipant 26km de travaux de routes.

Et le département passe chaque année des marchés de terrassement, recalibrages, extension de routes, comme le doublement à 2x2 voies de la D751 sur 13 km autour de Port-Saint-Père ou de la D178, sur 7km entre l'A83 et Tournebride, incluant de créer un échangeur à deux giratoires à Viais, barreau et bretelles.

### Sols sacrifiés

Sur son site, l'agence Loire-Atlantique développement-Sela, le bras immobilier du département, présente l'«opportunité du mois»: un programme en périphérie de Châteaubriant, de «terrains à bâtir viabilisés et libres de constructeur» exonérant pour deux ans toute construction de taxe sur le foncier bâti. Une incitation à opacifier les sols agricoles du futur lotissement «Les coteaux de la Borderie» au nom si champêtre pour 300 logements, à implanter sur des terres conquises sur de grandes parcelles de cultures céréalières et prairies, haies bocagères et quelques secteurs en zones humides, comme le note

l'étude d'impact environnemental d'octobre 2016 de la SELA, Société d'équipement de Loire-Atlantique: «Le projet va impacter l'activité agricole par l'artificialisation d'environ 20ha de terres actuellement mises en culture céréalière ou en prairie temporaire», relevant la présence de chevreuils, lièvres, grenouilles rieuses, pipistrelles et 36 espèces d'oiseaux (dont 25 protégées nationalement) sur ce site qui jouxte l'étang de Deil, classé Znieff, Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique. L'opposition municipale a déjà alerté: «On retire 20ha de terres cultivées à proximité de la ville. C'est une zone éloignée du centre-ville qui ne dispose d'aucun accès vers les commerces et les services de proximité et qui obligera les habitants à avoir une voiture.» (Ouest-France, 30/09/2013). Un cas typique d'extension urbaine et d'artificialisation poussées par le département, loin de son urgence prétendue à protéger les sols, épargner les espaces naturels, forestiers et agricoles et donc à consommer moins de foncier. Mais pas question d'entretenir sur ce terrain des débats artificiels et foncièrement de mauvaise foi. ■

Walter Assman

## Périphéricrac Sauvez Châteaubriant, aéroporztez un projet

Le parent pauvre du développement en Loire-Inférieure a la démographie en ressac, l'urbanisme tout en couac.

L'URBANISME à Châteaubriant, c'est Ubu chez les Shadoks. Si magasins et pavillons individuels prolifèrent en périphérie du patelin de 12000 âmes, friches et logements inoccupés abondent dans le centre qui se fantomatise, les boutiques autour de la mairie et de l'église fermant les unes après les autres. Le pôle commercial Horizon joue le rôle de vampire au sud-ouest, concentrant Leclerc, qui s'agrandit, Intermarché, Bricomarché, Jardiland, Intersport, Kiabi, Leader Price, But, Gifi... Et Décathlon annoncé à l'automne prochain. Contraste, proche du centre, le Forum Saint-Aubin, 7000 m<sup>2</sup> de surface de vente, inauguré en 2008 mais bouddé par les marchands, a été mis en vente fin avril sur Leboncoin pour un peu plus de 4,5M€. Frangin de Louis Le Duff, big boss d'un des géants mondiaux de la brocherie dorée version malbouffe industrielle, le promoteur rennais Pierre Le Duff a manqué de gingin, malgré le voisinage regorgeant d'attractivité: un Hyper U et une gendarmerie rutilante, propice aux achats en sécurité renforcée.



N'empêche: le Forum Saint-Aubin a dû poireauter deux ans pour que deux premiers magasins s'installent. Ils ont tiré le rideau trois ans plus tard. Le dernier arrivé a fermé en septembre 2018, migrant lui aussi au sud-ouest.

### Rarifiée, dans la dèche

Châteaubriant se targue d'une des plus fortes densités régionales en moyennes et grandes surfaces: les magasins de plus 300 m<sup>2</sup> cumulent près de 70 000 m<sup>2</sup>. Classée «ville moyenne» la plus fauchée des Pays de la Loire, aux habitants vieillissants et rarifiés, elle affiche un taux de pauvreté de 18% selon

une étude de l'Insee d'avril 2019, juste devant Sablé-sur-Sarthe. Un quart des résidents y scorent moins de 1150€ par mois. Châteaubriant a perdu 15% de son populo depuis 1982 quand la démographie de la Loire-Inférieure gagnait 40%. On y trépane plus qu'on n'y naît. Les nouveaux arrivants? Des retraités des patelins alentour, des familles monoparentales en grande précarité. Le marché immobilier est entre mou et flasque. Des centaines de logements et des dizaines de locaux commerciaux vides.

### Étalée, artificialisante

Les lotissements champignonnent

aux franges de la ville, leurs occupants assignés à la bagnole pour toute mobilité, alors que la densification du centre ville éviterait d'artificialiser des terrains périurbains. L'autorité environnementale vient d'épingler le projet de révision du plan local d'urbanisme, accusé d'induire «d'ici 2030 une consommation d'espace au-delà de l'enveloppe urbaine d'environ 88ha»\*, bien trop gourmande en terrains. Le notaire-maire Alain Hunault ne voit pas pourquoi changer ce jeu de gagne-terrain. Le 24 janvier, lors de la cérémonie des vœux, un an après l'abandon du projet de ND-des-Landes, il a claironné qu'«il faudra un jour un second aéroport» dans le département, déclarant sa communauté de communes «toujours candidate pour proposer un terrain». Rien ne vaut une bonne bande de zadistes pour donner une renommée nationale au Castelbriantais. ■

Martine Mouron

\*Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale des Pays de la Loire, 18/02/2019.

# Faut pas Charier (ouais, facile) La fringale du carriériste

Le casse-caillou se fait mange-terre. Une carrière pleine d'appétit, à la Haie-Fouassière.

**G**ROSSE boîte familiale de 1400 salariés, Charier rachète de la bonne vigne, sans être dans le pinard du tout. Charier fait plus dans le trou, dans le casse caillasse pour le bétépé. Charier n'a pas fait carrière qu'à Herbignac, son fief premier. À La Haie-Fouassière, il a aussi fait son trou dans une carrière qui jouxte Vertou et Saint-Fiacre, ouverte en 1926, bénéficiant d'une nouvelle concession de trente ans depuis 2003. Mais le grand trou pourrait voir son potentiel tarir dix ans avant la fin de la concession. L'extractivisme se marie donc avec l'expansionnisme. Pour anticiper ses extensions, Charier rachète du terrain autour du site. Cher, très cher. Plus de trois fois le prix usuel pour des vignes, qui oscille entre 5000 et 8000€ l'hectare selon la qualité du sol et l'exposition. Fin 2012, en 2015 et tout dernièrement, Charier a racheté des parcelles «à prix d'or» selon Rodolphe Amailland, le maire LR de Vertou, très remonté contre ces vils prix du foncier. Siégeant au conseil départemental le 25 mars dernier, il lâche dans l'assemblée qui débat de la maîtrise des terres agricoles: «Un carrier, que je ne cite pas, rachète à prix d'or des hectares des meilleurs crus AOC de muscadet de La Haie-Fouassière... trois fois le prix, près de 23000 € l'hectare» et suggère que le département préempte pour que ces terres restent agricoles, sanctuarisées le plus longtemps possible. Il explique à Lulu ce qui s'est tramé depuis: «Trois jours après mon alerte au département, le comité technique de la Safer [Société d'aménagement foncier et d'établissement rural] a examiné la vente au carrier, qui n'a été entérinée qu'à une voix près. La voix du représentant du département aurait pu bloquer cette vente, mais pas de chance, il était absent!» Une occasion manquée qui risque de donner des arguments au préfet quand arrivera la demande de conversion de la vigne en zone de carrière industrielle. L'Inao, Institut national des appellations d'origine qui protège le label muscadet émet en juillet 2014 un avis «tout à fait défavorable à une révision du zonage agricole», avis requis pour envisager l'extension de la carrière. Les terrains ont été rachetés à un viticulteur en l'autorisant habilement à l'exploiter jusqu'à sa retraite, au titre d'un «bail rural et oral». Une version pinardière du viager.

Le tarif anormal est un bon moyen d'acheter les réticences. Ce foncier surévalué sert à allécher pas mal de détenteurs de terres à vigne, même si les jeunes agriculteurs voient ça d'un mauvais œil, incapables de s'aligner pour reprendre ces terres à muscadet et continuer à y faire pousser du raisin. Cette occasion ratée de garder la vocation viticole est d'autant plus amère qu'il y avait une alternative, toute trouvée.

## Faire son trou

En 2015, Charier a avalé un second lopin de vigne, en espérant



un jour en arracher les ceps et être autorisé à extraire son juteux caillou. En reluquant le cadastre, des riverains hostiles à l'expansion de la carrière fondent un GFA, groupement foncier agri-

cole, pour acheter en priorité les terrains qu'ils ont repérés autour du trou actuel, quand ils seront proposées à la vente. Histoire de rendre impossible l'extension. Le GFA explique son intention par

## Manque pas de selle

**E**NTRE l'extractivisme et le cyclisme, il n'y a qu'un tour de roue. De la selle au sol, une pelletée de soupçons. Le vélocipède rapproche régulièrement le carriériste Charier de Jean-Pierre Bouillant, grand chef de l'organisation de la course La Classic Loire-Atlantique (tous les ans en mars depuis 2006) qui est aussi, c'est un hasard, maire de La Haie-Fouassière. Mais ne dites pas à Msiou Bouillant que ce soutien financier à la course met de l'huile dans les graviers quand il deale avec Charier, «sponsor majeur» de l'épreuve et creuse-trou opposé à des voisins. Le maire est insensible à tout intérêt en biais. «Entendre dire que la commune serait laxiste envers Charier car il est sponsor de La Classic, c'est lamentable. Cela n'a rien à voir avec le carier. Charier est un partenaire.» (L'Hebdo de Sèvre et Maine, 18/02/2016) Du tractopelle à la petite reine, le fournisseur du BTP sait juste changer de braquet. ■



## Granulamétrie

**L**e marché du granulat est prospère, et la Loire-Inférieure gourmande. En 2017, la préfecture dénombre 41 carrières en activité dans le département, extrayant près de huit millions de tonnes de granulats par an: du gravier, du sable pour les BTP, des caillasses pour la construction, les routes, les chapes de béton. Charier fait sa caillasse avec 16 carrières et affiche 254 M€ de chiffre d'affaires en 2018. Pas un petit granulat. ■

deux fois au proprio du terrain et prévient la Safer.

## Safer conclue

En mars 2019, la Safer informe les riverains coalisés que ces terres vont être vendues, dans un délai de 15 jours. «Si on voulait nous bloquer, on ne procéderait pas autrement», soupire Marc Besnard, un des voisins. «Les délais peuvent être assez courts, mais là, c'est évident, on n'a laissé aucune chance au GFA», confirme Rodolphe Amailland. Neuf hectares à 23000€ l'hectare, ça fait 198000€, presque rassemblés en si peu de temps, mais sans réussir à trouver un paysan pour travailler ces vignes. Échec. «Aucun viticulteur, malgré certains engagements oraux, n'a souhaité exploiter ces terres. Le carrier Charier a emporté le marché en s'engageant à exploiter la vigne pendant vingt-huit ans», ajoute Marc Besnard.

Il se chuchote dans les caves des viticulteurs que l'entreprise casse caillou aurait fait venir des Américains, experts en copie de terre à vigne, pour étudier comment reconstituer ce bout de vignoble AOC dans la partie de la carrière en fin de vie, qui recevrait les gravats non exploitables quand les coteaux de muscadet seront convertis en chantier de cailloux... Un système de compensation tout bénéf pour Charier, un peu pour l'image de bonne volonté, mais surtout pour lui éviter d'avoir à transférer à Pétaouchnok les gravats de minerai non exploitable, qui serait remblayé dans l'actuel trou, comblé pour redevenir terre à vigne.

## Opération déminage

Pour convaincre les obtus riverains, Charier réitère une opération séduction déjà lancée en 2015, chargeant une agence de com' nantaise de passer la pommade: Tact est spécialisée en «acceptabilité territoriale et compréhension locale des projets sensibles» et se vante de savoir «s'immerger dans le territoire de projet pour une meilleure compréhension sociologique et politique des contextes locaux; anticiper les difficultés et copiloter la stratégie d'intégration locale et de pédagogie associée». Première mission: un questionnaire soumis au voisinage pour «connaître le ressenti» des riverains et établir un état de satisfaction, dans un rayon de 300 mètres, pas trop large quand même. Simple opération de charme pour chloroformer les râleurs puisque, depuis 2003, l'insatisfaction est clairement mesurable lors des réunions annuelles de la Cli, Commission locale d'information, structure de concertation obligatoire pour une installation comme la carrière, classée au titre de la protection de l'environnement.

Une journée portes ouvertes est prévue en octobre pour amadouer les grincheux. Charier revendique déjà «une démarche engagée de l'entreprise» à La Foubrière avec comme mantra: «Valoriser les ressources naturelles». En les dynamitant pour les éparpiller façon puzzle dans le département. Le B-A BA du béton flingueur. ■

Alex Cavateur

## Isotope-là! Soyons intritiables!

La Loire atomique, un atout d'attractivité version radioactivité.

**E**N luttant contre les projets de centrales atomiques au Pellerin puis au Carnet\*, en aval de Nantes, on pensait le risque lié aux vents dominants. Mais la radioactivité au fil de l'eau menace aussi par l'amont du fleuve. L'Acro, Association (indépendante) pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, révèle le 18 juin des traces de tritium jusqu'à Nantes, où s'arrêtent ses 400 km de relevés, depuis 2017. En aval de cinq centrales nucléaires crachant leurs eaux chaudes en Loire, on trouve du tritium, un dérivé de l'hydrogène issu de la fission nucléaire. Avec en janvier 2019 une concentration à Saumur de 310 becquerels par litre, trois fois le niveau d'alerte fixé par l'Europe. En 2010, dans un rapport soulignant le manque de données flagrant sur des effets cancérogènes du tritium, «un scientifique du CNRS concluait à une sous-estimation par les instances de radioprotection de la toxicité du tritium, seul radioélément dont les rejets autorisés augmentent en France» (Le Monde, 18/06). Alors quoi? «Les concentrations en tritium sont susceptibles de trahir des rejets accidentels d'une installation nucléaire» (futura-sciences.com, 20/06). Chronique ou accidentel, il y a de quoi rester susceptible. Un dérivé de suspect. ■

\* De 1971 à 1997



## Mouvement de fioul Paquebots super cra cra

**L**es chantiers de Saint-Nazaire construisent des bombes à retardement sanitaires, livrées à des clients pas très regardants. Royal Caribbean cruises, n°2 mondial de la croisière et gros client à Saint-Naz, a éructé en 2017 quatre fois plus de d'oxyde de soufre SOx que toutes les baignoires européennes réunies. Un peu moins pire que le leader mondial Carnival qui a craché dix fois plus de SOx que les 260 millions de véhicules du parc européen, selon une étude\* publiée le 4 juin par l'ONG Transport & Environment. Pour-Faig Abbasov, analyste transport maritime dans l'ONG, «les paquebots sont des cités flottantes qui fonctionnent avec le diesel le plus sale qui existe. Les villes sont en train de bannir les moteurs diesel mais elles donnent libre accès à des compagnies de croisière rejetant des fumées toxiques qui font des dégâts considérables à ceux qui sont à bord et aux riverains dans les ports. C'est inacceptable.» Une seule solution, des paquebots à pédales, commercialement vendus comme galères participatives.

\* www.transportenvironment.org/publications/

Fine équipe

# L'agent n'a pas d'odeur

Dans les coulisses du mercato, les agents de joueurs grenouillent autour des Canaris. Grenouilles parfois explosives.



DANS la famille des intermédiaires, trois agents dont les exploits et trucs ne sont pas que nantais. Ce qui est tout à l'honneur de la Cité des trucs de Bretagne.

## Top 50 pièces

La transaction la plus maousse de l'histoire du FC Nantes, on la doit à Mogi Bayat qui a vendu Antony Limbombe pour 8 à 10M€. S'il lui a fallu neuf mois pour marquer un premier but, il a été trois fois plus rapide pour être entendu par la PJ nantaise dans une affaire de commission reversée à Mogi Bayat, en plus de la com' qu'a versée le club à l'agent. Proche de Waldemar

Kita, Bayat lui a vendu une demi-douzaine de joueurs. Selon un autre agent, Bayat serait capable de vendre un frigo à un esquimau. Mais il n'est pas en froid avec Kita, même s'il a été inculpé de blanchiment et d'organisation criminelle en Belgique, suspecté de fraudes sur les commissions lors de transferts de joueurs, soupçonné de matchs arrangés, mettant en cause arbitres, joueurs et dirigeants du championnat de D1 belge. La perquisition dans les quelque cinquante pièces de sa maison dans un patelin du Brabant a déniché deux employées roumaines non déclarées, des centaines de boîtes (la plupart vides) de

montres de luxe, sept bagnoles haut de gamme et 7500€ dans le sac à main de madame Bayat. De la petite monnaie par rapport aux 6M€ dormant sur un compte bancaire découvert par les enquêteurs. Mogi Bayat a été libéré en novembre dernier après avoir versé une caution de 150000€.

## Top trou de mémoire

Avec son agence Soccer management, Pietro Chiodi cornaque le gardien de but roumain Ciprian Tătărușanu, ex-Canari deux saisons, depuis passé à Lyon. L'agent italien a su s'éloigner à temps des frères Ioan et Victor Becali, mis en cause dans une affaire de transferts de joueurs

Chine, de Shanghai à Nanjing, trois à Hong Kong, une antenne à Cambridge, bientôt une à Newcastle, des vues sur Luxembourg. Cette extension planétaire n'a rien à voir avec le placement de vils chevaux aspirateurs de Troie, malgré les grincheux yankees qui prétendent que le gouvernement capitalommuniste «opère une réseau d'instituts de recherche et de parcs d'innovations pour recycler des technologies pillées et les transformer en produits commerciaux» (Associated press, 20/05). C'est juste du softpower version maousse, arrivé par hasard – sonnez binioux, résonnez bombardes – jusqu'à la cité des trouduc de Bretagne, un patelin provincial d'un demi-million de pékins, autant dire rien comparé aux 119 zones urbaines de plus d'un million d'habitants dans l'Empire du Milieu. Ça fait toujours plaisir de savoir que la domination mondiale passe par un trou de souris nantais. ■

Étienne Hanemène

\* IASP, ça veut dire International Association of Science Parks and Areas of Innovation. Traduit en chinois, ça se prononce avec un accent chapeau pointu. Voilà, vous savez tout.



## Tchine Chine

# Un gold sponsor aspirator

Confronté au mythique jeu à la nantaise, le power chinois la joue soft.

JUSQU'EN 1958, le péril jaune, à Nantes, désignait les vieux tramways locaux, peints en jaune, dangers publics pour les piétons, cyclopedistes et autres obstacles vivants. Les temps ont changé. Fin septembre à Nantes, le congrès de la 6th IASP world conference\* débarque avec un gold sponsor pas banal, Tuspark (Tsinghua University Science Park), «aspirateur d'innovation» proche du pouvoir chinois. Pour les gens qui ne connaissent pas, la Chine est une petite contrée lointaine qui a adapté les principes des droits humains à sa manière, made in China. Tuspark est une filiale de Tus Holding, mix de technopoles, industries, capital risque, et accessoirement la plus grosse université chinoise, Tsinghua à Pékin. C'est de là qu'est sorti l'actuel président, Xi Jinping (et son prédécesseur Hu Jintao) qui veille à ce que les campus universitaires restent des sages «bastions avancés du Parti».

Pas question de risquer un Tien An Men bis. En avril dernier, l'université Tsinghua a décerné un doctorat d'honneur à Poutine (Chine Nouvelle, 07/06). La fac donne dans la diplomatie factuelle. Réunissant chercheurs et bizness high-tech, incubateur géant (plus de 1500 entreprises, dont 800 dont la holding est actionnaire), plateforme entre labos universitaires et recherche & développement, Tuspark manage 200 technopoles high-tech dans le monde, une trentaine en

et condamnés en Roumanie à plus de quatre et six ans de taule pour avoir tenté d'acheter un juge. Chiodi conseille encore le transfert rocambolique vers la Roumanie d'un certain Fabrice Olinga, extrait à 12 ans de son Cameroun natal vers l'Espagne, depuis passé par Chypre, la Belgique, de nouveau Chypre (trois matchs), l'Italie, la Roumanie (aucun match), retour en Belgique où il se fait un peu plus sédentaire. L'agent s'y perd : interrogé par le média d'investigation roumain ProSport sur le transfert d'Olinga à l'Apollon (Limassol, Chypre), Chiodi répond carrément : «Je ne me souviens plus.»

## Top zingue

Dans la liste des nombreux agents qui tentent de travailler avec le FC Nantes, William et Mark McKay auraient pu être submergés par d'autres noms, si le fils Mark n'était pas celui qui a trouvé acheteur pour Emiliano Sala, le joueur argentin décédé en janvier dans le crash de l'avion qui le menait vers Cardiff où il avait été vendu contre son gré. Le père William, à la réputation sulfureuse, a travaillé sur le transfert, transmettant notamment un courriel de recommandation au joueur nantais alors que, d'après des révélations du Telegraph parues début avril, la justice britannique lui aurait interdit d'exercer en tant qu'agent depuis la faillite de sa société. Est-ce pour cela que la société Mercato sports, dont le père aime dire tant de bien, est enregistrée au nom de madame et du fiston McKay? Service annexe rendu par les McKay, dégotter l'avion

du fameux vol, un zingue piloté par un daltonien qui ne possédait pas la licence requise. Accessoirement, le règlement du transfert entre Nantes et Cardiff, 17M€, est toujours au contentieux entre les deux clubs.

## Top esbroufe

Sur un terrain, ça s'appelle jouer entre les lignes : pour placer le jeune Nantais Amine Harit dans son écurie de joueurs, Abdallah Lemsagam, dit Marco, aurait tenté de «s'intercaler» au moment du transfert (France Football, 04/04). Sa tactique : offrir au joueur de luxueuses vacances à Dubaï où il a ses bureaux. Autre manipe : «Il s'ouvre les portes des clubs en faisant croire qu'il va amener des investisseurs étrangers et il fait du business», raconte un représentant de joueurs, sous couvert de l'anonymat (20 Minutes, 6/09/17). À Nantes, où aucun investisseur, même anonymement, n'a débarqué grâce à Lemsagam, l'agent a été viré du réseau nantais par Franck Kita, DG du club et fils de son père président.

L'été dernier, la Brigade Loire, le groupe de supporters le plus bruyant à La Beaujoire (au propre comme au figuré), dénonçait «la mauvaise influence d'agents véreux et non scrupuleux». Waldemar Kita le voit autrement : «Quand il s'agit d'acheter ou de vendre un joueur, tout le monde est proche de tout le monde. C'est comme ça que ça se passe». C'est comme tout, il y a de bonnes et de mauvaises passes. ■

Loïc Amasse



## Distrib

# Allez vous faire voir !

Une fois élus, les petits nababs font ce qu'ils veulent.

À FRESNAY-EN-RETZ, des citoyens s'insurgent contre leur absorption par l'agglo de Pornic, reprochant à la municipalité de n'avoir consulté personne : «À la réunion publique du 1er février, ils nous ont dit qu'ils étaient élus, qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient» (Ouest-France, 25/03). Un argument similaire a déjà servi au maire de N-D-des-Landes en décembre 2018 pour annuler la réservation de la salle municipale des Chênes. L'asso NDDL Poursuivre ensemble, qui a pris la suite de l'Acipa, voulait discuter de la rumeur d'implantation d'Ama-

zon avec la construction d'un entrepôt géant à Grandchamp-des-Fontaines. Motif : cette implantation ne relèverait pas des grands projets inutiles et imposés contre lesquels l'asso entend lutter, d'après ses statuts. Pire, «il est également considéré que le choix des entreprises s'installant sur notre territoire intercommunal relèverait de la seule compétence des élus communautaires», détaille le courrier du maire du 6 décembre. Le genre de remarque qui réconcilie avec la démocratie par représentation. À la prochaine représentation, penser aux tomates. ■

Eh ben mon vieux !

# La traite des seniors

Le vioque, c'est le point noir de l'emploi. Il est sommé de tout casser (les préjugés).

LA phrase a jailli au milieu de la matinée intitulée « La compétence n'a pas d'âge. Faites sauter les clichés ». Il faut « recycler les vieux comme des déchets » : voilà l'idée géniale. Pour remonter le moral aux quinquas et sexagénaires au chômage, on repassera. D'autant qu'en arrivant, comme il fallait pointer la centaine de noms et leurs réservations, on nous a fait poireauter sous la pluie. Le poireau a besoin d'être arrosé, c'est connu. Contre le préjugé qui veut que la vioquerie, c'est la loose, ce 7 mars dernier, l'organisation a rameuté la directrice locale de Pôle emploi, puissance invitante, et la directrice de la mission emploi de Nantes métropole qui a souhaité une « excellente séance inspirante » à la centaine de vétérans qui passent à l'apnée, illico et poliment. Sur l'écran du « facilitateur graphique », le préposé au dessin en direct qui crobarde les tronches approximatives des orateurs, l'universitaire de service n'est vraiment pas ressemblant.

Oui oui oui oui oui

Le super jovial animateur, Guillaume Lamarre, se targue d'être chroniqueur à France Inter, où il n'a en fait été invité que trois fois, comme consultant en *story telling*. La matinée court après le temps, mais il en prend quand même pour citer les titres de ses deux bouquins. Jamais mieux servi. Il nous prévient, normalement, ces exercices d'atelier créatif se font en une demi-journée. Là, on doit les torcher en trois fois quinze minutes, « avec une règle absolue, insiste le gusse : toujours dire oui. C'est de la créativité avec la contrainte de l'esprit positif... Aucune place pour le cynisme. » Encore moins pour l'esprit critique. Il s'agit de « casser les conventions et les clichés sur les vieux ». Ce casseur, expert autoproclamé en *design thinking*, s'appuie sur des diapos qui ponctuent son propos de « break », « bond », et « build ». Chaque groupe doit aligner des listes de mots : performance, efficacité, résilience, défi... « Un mot, un post-it. Ça fait des photos sym-



## Déchets humains, bis

SUPER blague sexiste d'un titre d'article sur le site de France 3 Pays de la Loire (07/06) : « Nantes Métropole : on trouve de tout dans les déchetteries, Christophe y a rencontré sa femme ». On trouve de tous chez les abrutis, même des journalistes. ■

pas, sur internet. » Une question : combien a coûté ce tocard ?

Tous les jours en marche

Pour son speech, Pierre-Jean Messe, l'enseignant chercheur au Lemna, Laboratoire d'économie et de management de Nantes-Atlantique, annonce qu'il va s'appuyer sur des travaux scientifiques pour dynamiser les stéréotypes sur les seniors. On apprend, scientifiquement donc, que sa grand-mère, 82 balais, est dépassée question internet, mais que ses parents, 65 ans, sont très calés, suivent des formations, et sont plus sportifs que lui « puisqu'ils marchent tous les jours ». Du haut niveau de la recherche. Et pour les clichés dynamités, faudra se contenter d'*a priori*, à peine nuancés : les profils de productivité ne grimpent plus après 40 ans (graphique). Les plus de 50 ans font plus d'erreurs sur une chaîne de montage auto, mais moins graves que les jeunes (étude). Les plus de 55 ans ont des arrêts maladie plus longs,

les trentenaires plus courts, mais plus souvent (autre étude). « Je suis enrhubé, lâche Pierre-Jean en parlant du nez dans son micro crachotant. J'ai 34 ans, un enfant en bas âge, ça prend vraiment beaucoup beaucoup d'énergie. C'est pas des plus belles années... » Un bon point : mise à l'aise par cette expérience partagée, l'assistance cacochyme se sent autorisée à tousser.

Tousse ensemble

Quand M. Messe assène que « les institutions et gouvernements donnent trop de moyens pour rajeunir la pyramide des âges » et qu'« il y a eu trop d'incitation aux mauvais comportements, préretraites et ruptures conventionnelles », là, personne ne toussait. Même quand il se félicite de l'allongement de l'âge légal de la retraite : « deux ans de gagnés ! ». Renseignement pris, l'éminent gagnant d'années a eu son diplôme en économie en 2009 avec une thèse « Quatre essais sur les effets d'une hausse de l'âge de la retraite sur l'emploi ». Ne lui parlez pas de partager le travail en temps de disette.

Il lâche un vibrant « arrêtons la placardisation des seniors » et dit pourquoi : dans une boîte, la mise à l'écart des boulets de la pyramide des âges, c'est mal, ça prive l'entreprise de leur expérience. Les seniors présents se rassurent : la froide salle de réunion n'est garnie d'aucun placard. L'injonction à l'esprit positif vacille en fin de matinée quand, au neuvième rang, une femme tacle, façon résistance et sabotage : « Ce qu'on a entendu ce matin produit l'effet contraire de ce qui est annoncé. Vous culpabilisez une fois de plus les seniors. Faut qu'on soit plus positif, plus joyeux... Le problème, c'est pas de changer, nous les vieux, en positifant... » La prétendue méthode innovante du *design thinking* en prend un coup de vieux. ■

Émile Hainium

## LA RETRAITE À 64 ANS



Pan pan

## Chasseur de prime, primeur de chasse

POUR être sûre d'avoir l'électorat des flingueurs dans son tableau de chasse, la présidente régionale Christelle Morançais lui a offert une prime maousse : 1,2 M€ à la fédé régionale des chasseurs pour les saisons 2019 à 2021 « dans le cadre de sa stratégie pour la biodiversité » englobant « préservation de la qualité de l'eau, lutte contre le changement climatique et l'érosion des sols, performance énergétique et revitalisation des territoires ruraux », rien que ça, le tout conquis à la pointe du fusil.

Pour la qualité de l'eau, on a l'exemple de la découverte en mars 2018 de la pollution des marais salants de Guérande par le plomb de cartouches. L'érosion des sols est amoindrie par des chasseurs en lévitation, phénomène peu connu du grand public. Les chasseurs, c'est bien connu, soignent la biodiversité, pour mieux lui tirer dessus. ■

## Stranger than paradigm My tutor is rich

La school trop cool pour rupins attaque le centre ville.

L'ISN (Internationale Skoule of Nantes), l'école mystico-bilingue pour friqués, ouvre à la rentrée une 2<sup>e</sup> antenne, quartier Guist'hau, face au lycée public. C'est une grosse bâtisse bourgeoise de 600m<sup>2</sup> avec un jardin de 800m<sup>2</sup> qui va accueillir de la maternelle au CM2, mais ça s'appelle un campus, ça fait plus classe. Coût annoncé en décembre dernier : entre 300 000€ et 400 000€. Nouveauté à la rentrée, des cours Algora d'informatique pour collégiens, les formant à coder des robots. La gentrification nantaise va bon

train. L'ISN est une école pour parents pleins aux as, prêts à cracher 62 000 euros pour les sept premières années scolaires du rejeton chéri et du coup un peu cher\*. La clientèle est surtout étrangère, gniards d'ingénieurs, de cadres plus plus et d'universitaires, qui se font raccompagner en taxi le soir. Ça fatigue, une journée de cours truffée de relaxation, neurosciences, contrôle des émotions, codage des robots et yoga obligatoire tous les jours. ■

\* L'école niou age de zéro à onze ans, Lulu n°97, juillet 2017.



Denier de l'occulte

## De l'artiche pour les ratichons

Quatre églises nantaises à la retape pour 15 briques.

DOIT falloir aimer sacrément le bon dieu pour lui octroyer un tel pactole. 15 M€ investis pour retaper trois églises nantaises et le chauffage d'une autre, au profit d'un culte vieillissant, qui perd des adeptes régulièrement. Faudrait peut-être penser à arrêter les frais, non ? Aux dernières nouvelles, les pratiquants du dimanche oscillent entre 2 à 6% de la population française (*La Croix*, 06/03). À Nantes, selon une étude de 2012 commandée par le diocèse\*, les cathos pratiquants ne représentent qu'un tiers de ceux qui se disent croyants. Parmi ces pratiquants, seuls 26% assistent à la messe une fois par semaine. Chez les non pratiquants, c'est pire forcément : la moitié ne met les pieds qu'occasionnellement à l'église, et 12% jamais. Majoritaires, les mécréants, eux, s'en foutent. Malgré cet audimat en berne, le mécréant contribuable 14,5 briques pour retaper les églises pleines de cou-

rants d'air et de relents de vieilles encens. Trois chantiers d'édifice à curetons en réfection : toiture et reclocheton à Saint-Martin-de-Chantenay : 380 000€ ; Notre-Dame-de-Bon-port, retoiturage, redôme et l'orgue à refaire : 4,36 M€ ; Saint-Donatien, toiture charpente, orgue : 9,8 millions (dont 8,9 M€ remboursés par l'assurance de la ville après l'incendie du machin en 2015). En décembre 2017, le conseil municipal a signé pour une nouvelle chaufferette d'ambiance à Saint-Nicolas : 450 000€. Tous ces crédits ont été votés sans sourcilier par les élus nantais pour ces quatre bâtisses du milieu et de la fin du XIX<sup>e</sup>, architecturalement rien d'exceptionnel. À ce tarif-là, on se demande pourquoi on ne laisse pas les églises tomber tranquillement en ruine. C'est très beau, les ruines. Et romantique à souhait. ■

\* Étude Liturgies catholiques, sondage Loire-Atlantique, diocèse de Nantes, février 2012.

# Les Chantiers en zone grise

Discret mais efficace : Saint-Nazaire prospère aussi grâce au marché de la guerre flottante.

Si la guerre n'existait pas, il faudrait l'inventer. Pas pour la méchanceté, juste pour les affaires. Saint-Nazaire va construire pour la Royale quatre bateaux de guerre, des pétroliers-ravitailleurs en gazole, kérosène, munitions, vivres, pièces de rechange. Une commande de 1,7M€. Si les paquebots ont la vedette, les bateaux gris, pétroliers ravitailleurs, frégates, porte-hélicoptères, sont tenus plus discrets. Tout le monde en profite pourtant, l'emploi, le ruissellement, les guerriers des mers, les collectivités locales récupérant la taxe professionnelle. Le marché du casse-pipe a du bon depuis bientôt un siècle et la construction du croiseur *Jeanne-d'Arc*, livré en 1930. Depuis, 19 navires militaires ont été tout ou partiellement construits à Saint-Nazaire. Jusqu'à la série en cours des quatre pétro-ravitailleurs et les supputations sur les porte-avions nouvelle génération.

## Pas s'y fier

À quoi vont-ils servir? Quelles armées, quels pays, quelles zones de conflits? Silence radio. Presse locale ou spécialisée floutent le destin de ces commandes, souvent juste converties en heures de travail béni et carnet de charge garni. Premier client de ce marché florissant, la France, via la DGA, Direction générale des armées. En 2011, le *Tonnerre*, porte-hélicoptères de classe *Mistral*, sorti des chantiers nazairiens six ans avant, vadrouille en Libye, en mission pour l'Otan. Entre mai et juillet, 18 hélicos *Gazelle* ont décollé du pont du *Tonnerre* vers la Lybie encore sous la tutelle de Khadafi, larguant 425 missiles téléguidés, des centaines de roquettes et d'obus de 30mm. Normalement sur des cibles militaires, seules autorisées par le droit international. Après ces bombardements de l'Otan jurant mordicus avoir toujours visé des «cibles légitimes», (*Le Figaro*, 14/05/2012) l'ONG Human Rights Watch a relevé 72 civils victimes, là où personne n'a repéré de bidasse libyen. HRW souligne cependant: «Le nombre de civils tués dans les raids aériens de l'Otan en Libye est resté bas compte tenu de l'ampleur des bombardements et de la longueur de la campagne». Du dégât collatéral en somme: même les ONG relevant les scores pratiquent la langue policée! Avant de mener ces actions, le *Tonnerre* et ses marins se sont testés trois



## Confidentiel défense

QUAND le bateau est gris, on fabrique, on vend, et zou, bon vent, discrètement. Le prolo n'est pas convié à inviter madame et les mioches à faire la visite avant livraison comme le veut la coutume pour les paquebots. L'un des deux porte-hélicos *Mistral* livrés à l'Égypte est parti discreto un dimanche en juin 2016. Annoncé à 6 h, départ effectif à 8 h 30, la sortie n'a comme d'hab par respecté l'heure dite. Les Chantiers font toujours ça, paraît-il. Pour tromper l'ennemi sans doute. ■

mois dans des eaux moins agitées, notamment du Brésil, un acheteur assidu d'armement français.

## Sacrifices tenables

Affaires africaines. Un autre petit bateau *made in* Saint-Nazaire a servi pour l'opération Sangaris en Centrafrique: porte-hélicos de 199m commandé en 2009 pour 420M€, le *Dixmude* transporte jusqu'à Douala, Cameroun, 350 paras, hélicos *Gazelle* et blindés de combat. En décembre 2013, un «escadron d'aide à l'engagement» en débarque pour passer la frontière centrafricaine. Simple «opération humanitaire», «consolidation de la paix» selon la com de l'armée. Les actions entraînent pourtant leur lot de cadavres lors d'affrontements entre militaires et population «rebelle», vulgairement nommée «assaillants» par la com militaire. Pertes françaises: trois bidasses, et 120 blessés. Parfois, des civils, des membres d'ONG perdent la vie durant ces opérations. Rien de bien étonnant, la devise du *Tonnerre* étant «Sacrifiez-vous. Tenez». En avril 2015, *The Guardian* dénonce des viols commis par 16 soldats français sur au moins une dizaine d'enfants à Bangui. Mais pour la justice française, ce sera un non-lieu, estimant qu'«il ne peut être affirmé à l'issue de l'information qu'aucun abus sexuel n'a été commis» mais que «la variation des témoignages ne permet pas

d'établir des faits circonstanciés et étayés à l'encontre des militaires» (AFP, 15/01/2018).

## Frégates tueuses

Les navires nazairiens visent aussi l'export, les salons d'armement sont là pour ça. D'abord commandés par Poutine, les porte-hélicos de classe *Mistral*, de 294M€ à 420M€ la bête, selon l'équipement, ont finalement été fourgués à l'Égypte avec un coup de pouce financier saoudien. Et vive la taxe professionnelle et l'emploi local! Dans les années 2000, le Maroc achète deux frégates «classe *Floral*», revenues à Saint-Nazaire en avril 2018 en escale technique. Officiellement, elles assurent des patrouilles de surveillance voire de sauvetage, et la «protection des intérêts nationaux» notamment «la sécurité du détroit de Gibraltar et la lutte contre la contrebande». En septembre et octobre 2018, la marine marocaine a surveillé un peu nerveux, tirant sur les embarcations de migrants, blessant par balle quatre personnes dont un ado de 16 ans, tuant net une étudiante marocaine de 22 ans. Parfois c'est plus vacances: la frégate *Hassan II* a escorté le yacht royal *Al Boughaz I* du roi du Maroc en villégiature au Gabon, embarquant «un hélicoptère et un groupe de forces spéciales d'intervention de la Marine royale». Ce qui, d'après des ob-

servateurs locaux, protège aussi Ali Bongo, ami du roi. Mais tout ceci ne regarde pas les autorités nazairiennes. L'une des frégates est basée entre Tanger et Sebta (Ceuta), enclave espagnole au Maroc, vue imprenable sur le détroit de Gibraltar et ses pénibles migrants vers l'Europe.

Une série de frégates nazairiennes surveille les zones maritimes françaises, arraisonnant quelques voiliers bourrés de came par-ci, faisant les gros yeux aux pirates par-là. Armée de missiles, la frégate *Germinal* est soupçonnée en 2009 de croiser pendant deux semaines devant Gaza dans le cadre «d'opérations de surveillance israélienne des côtes gazaouies». Le gouvernement français d'alors a nié, sa frégate étant dite en «missions de surveillance», notamment trafic d'armes.

## Pan pan pan

Au-delà du militaire brutal et du diplomatique subtil, les ptits bateaux nés à Saint-Naz surveillent aussi les trafics en mer. Avec radars, lance-missiles, artillerie lourde, hangars à hélicos de combat, attirail indispensable pour cette pêche au gros. Avec 680kg de cocaïne saisis sur un voilier, la frégate *Prairial* détient le record de Polynésie. Aux Antilles, son *sister ship* le *Ventôse* a récolté 2,3 tonnes de coke et de marijuana en une prise.

D'autres frégates grises escortent pétroliers et cargos dans des eaux un peu infestées de pirates. D'avril 2008 à avril 2009, la frégate *Nivôse* a arrêté 73 pirates et en a tué trois. Na! Autre frégate, *Vendémiaire* assure en juin 2015 une «mission souveraineté» française, héliporte un groupe de combat d'infanterie de marine pour réaffirmer la souveraineté cocorico sur les 70ha déserts de l'île Matthew et jouer les gros bras face à l'État de Vanuatu qui revendique l'îlot.

À force de faire vrombir les moteurs, ça s'use, ces frégates. Saint-Naz vient d'en décrocher la maintenance, marché de 114,5M€ et plus de six ans de turbin. Malgré un business de l'armement qui ne s'est jamais aussi bien porté, entre autres pour la France, troisième exportateur mondial (*Le Monde*, 12/03/2018), la poule aux œufs d'or connaît quelques couacs: la corvette *Defendseas*, conçue à Saint-Nazaire et présentée au salon Euronaval en 2014, n'a toujours pas trouvé de client. La guerre qui reste dans les cartons, c'est d'un triste. ■

Sami Rale-Nelsonne

## Salons mondains

DEUX salons mondiaux et parisiens flairent les clients, le biennial Eurosatory, «Salon international de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres», ou le rival Euronaval «des technologies navales du futur». Naval Group, le nouveau nom de DCNS, fréquente ces deux raouts. Le fabricant nazairien y avait présenté son projet de corvette *Defendseas* en 2014. Des salons focalisés défense, surveillance, sécurité, où sont bannis les mots fâcheux de guerre, mort, victimes, bataille, combat. Le site web des Chantiers de l'Atlantique est un brin moins faux cul, parlant de navires capables de «projeter des forces mécanisées à terre», «d'intégrer du système de combat», «d'apporter un support logistique à un groupe naval mais également d'intervenir sur des missions à caractère humanitaire». Ouf. Je te tue, mais j'apporte les pansements. ■

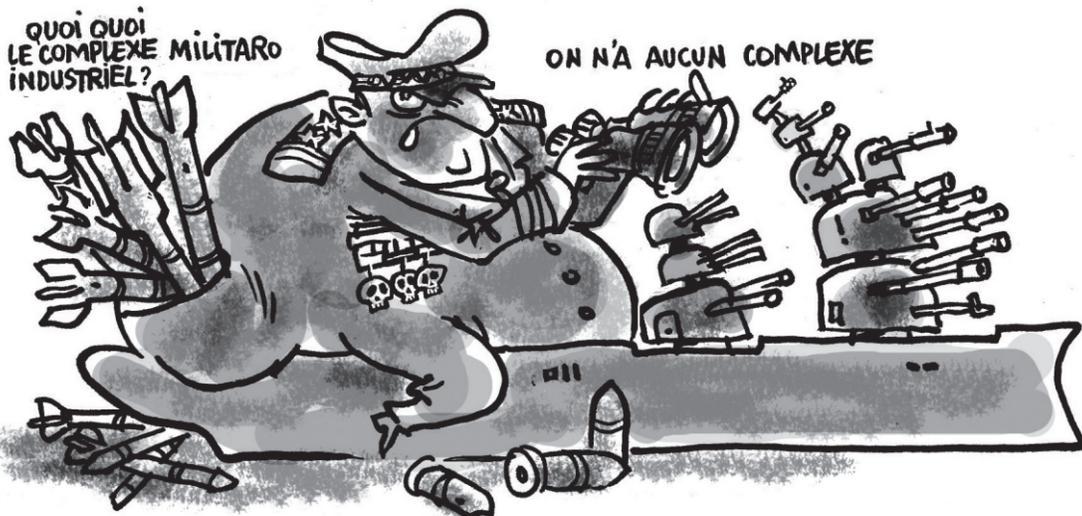


## Pom Pom Pom...

MARCHÉ ouvert pour trouver qui construira six patrouilleurs d'outre-mer, alias Pom dans la Royale, livrables entre 2022 et 2025 et «éléments essentiels dans l'exercice de la souveraineté nationale». Le chantier Ocea des Sables d'Olonne est sur le coup. Si la commande tombait à Saint-Naz, elle serait saluée comme une victoire pour l'emploi, sans regarder l'usage de ces puissants navires militaires de 70m, chargés de chasser les pêcheurs étrangers dans les eaux françaises du Pacifique et de l'Océan indien. Un peu de sauvetage aussi, de lutte contre la pollution, ça fait propre dans le sillage de bateaux de guerre qui ont aussi, plus discrètement, un rôle de prison flottante. «Ils sont ainsi chargés de la lutte contre le narcotrafic ou l'immigration illégale, ainsi que la détection des flux migratoires» (*Ouest-France*, 13/03) avec «l'obligation de pouvoir accueillir six personnes en zone de rétention» à bord. Un «accueil» qui boucle les suspects, ça s'appelle une prison, non? ■

## Tempérament volcanique

LE design des quatre bateaux militaires ravitailleurs de flotte commandés aux chantiers de l'Atlantique est copié sur un pétrolier ravitailleur réalisé par le chantier italien Fincantieri, et baptisé *Vulcano* (*Ouest-France*, 31/01). Ironie du sort: ce bateau-volcan en phase de finition a cramé en juillet 2018. Le feu intérieur, c'est pas un cadeau, sauf pour les amoureux. ■



## Pions espions On a les deux

À Blain, on surveille et on surveille pour harceler les pandores de signalements.

À BLAIN, question sécurité, c'est ceinture et bretelles. Deux dispositifs se cumulent, «Voisins vigilants» et «Participation citoyenne», mis en place par la majorité municipale en 2014 et 2015. «On a les deux!», claironne le maire, pas peu fier, car «Blain a été la première commune à avoir mis en place ce dispositif» (L'Éclair de Châteaubriant, 02/01).

Voisins vigilants, attention, c'est pas une milice, insiste le site de la commune: «Ils veillent mais ne surveillent pas. Ils sont attentifs, signalent tout comportement anormal dans leur quartier et alertent les forces de l'ordre sans les remplacer.» Participation citoyenne forme des «chaînes de vigilance structurées autour d'habitants d'une même rue ou d'un même quartier», et incite tout pareil à prévenir les pandores «directement ou par l'intermédiaire d'une plateforme téléphonique, de tout événement suspect ou de tout fait de nature à troubler la sécurité publique, dont ils seraient témoins». Une chance, les Témoins de Jéhovah n'ont pas encore investi le truc, qui ne touche que le secteur de la PCP, parano citoyenne partagée. Voisins vigilants a ce slogan formidable: «Si je n'alerte pas la police, mon voisin le fera!» qui instaure une saine compétition entre guetteurs derrière les rideaux et fait de tout passant non conforme un suspect potentiel.

Mais si l'émulation est un bienfait pour la coconstruction sécuritaire, il y a des royalties qui se sont perdues. Parce que, problème, la mise en place de ces vigiles de voisinage s'est faite à l'arrache, sans convention entre la commune et le petit malin qui a repris le nom de l'asso nationale qui existait depuis dix ans, et l'a déposé pour en faire une entreprise, basée à côté de Marseille. Une boîte florissante, créée en 2012, un an après que le ministre de l'Intérieur, à l'époque Claude Guéant, ait encouragé les préfetures à développer des réseaux de voisins. En quasi monopole sur le marché, subventionné par les mairies, le marchand de parano vend les autocollants, les panneaux (100€ pièce), des brochures de promo à offrir aux futurs adhérents du bout du lotissement, des cartons d'invite à la première réunion de quartier, des applis mobiles «pour mieux partager» les infos sur le buisson qui a bougé, le gamin en mobylette qui ont l'air voyou (le môme) et volée (la mob). La commune de Blain va donc régler 1800€ TTC par an pour avoir accès à la plateforme permettant d'«offrir un cadre de vie sécurisant à ses administrés». Ça dit bien sécurisant et non sécurisé. Pas d'obligation de

# défaite de la musique



résultats, c'est juste pour raser et amoindrir le sentiment rampant d'insécurité. D'ailleurs qui rampe dans le jardin? Ah non, c'est le chat d'à côté. Fausse alerte.

Lors du vote pour passer le marché avec Voisins Vigilants, l'opposition a trouvé que «Comportement suspect, c'est très subjectif... C'est assez alarmant. Qui fait la différence entre comportement suspect et délation? La limite peut être difficile à juger. Qui régle le dispositif?». Poser autant de questions, c'est justement ça, un comportement suspect. ■

Arsène Lapin

Insert a coin

## Distrinimportenawak

Nouveau : la boutique automatique de rond-point.

Les Gilets jaunes ne durant pas éternellement pour occuper les ronds points, faut bien lutter contre la désertification commerciale, les épiceries qui ferment dans les bourgs et le tiroir-caisse en voie d'extinction. On a déjà les supermarchés où on fait soi-même le code barre et la manute des paquets. Voilà les magasins sans personnel, spécial campagne. Super contre la deshumanisation du quotidien. Au rond-point de Saint-Cyr, à

Villeneuve-en-Retz\*, 4 880 habitants, on peut acheter des huîtres 24h/24, sous vidéosurveillance bien sûr. L'été 2018, ce «magasin» robotisé a ouvert, doté d'une dizaine de machines automatiques de distribution, d'une centaine de casiers pour y acheter du beurre sans parler à une crémière, une baguette sans causer du beau temps à la boulangerie, un navet sans parler cinéma avec le maraîcher, des croissants sans croiser personne, et désor-

mais des huîtres sans causer à un ostréiculteur. On peut emporter une margarita sans voir la face rougie du pizzaïolo: la machine à pizza pré-cuite, 55 000€ d'investissement, couple un ordinateur et un four qui sert, ou pas, si on emporte la rondelle froide. Manque plus qu'un distributeur géant permettant d'acheter un distributeur automatique, à emporter chez soi, dans son salon. ■

\* fusion de Bourgneuf et Fresnay depuis 2016

Vois, ris

# Rues dans les brancards

Les rues étant pavées de mauvaises intentions, place à la rubrique qui braque.

## ● Un grand papa du racisme

Bitument parlant, Gérard Mellier rayonne depuis la place Mellinet. Personne n'en parle, sauf les associations travaillant sur la mémoire noire, et une balade sur les pas du mouvement ouvrier il y a deux ans. Trésorier du royaume, maire de Nantes, Mellier est surtout un précurseur du racisme institutionnel, construisant le concept de race supérieure sous l'Ancien régime, inventant la «Négritie» (soi-disant pays des Noirs), écrivant alors: «Les Nègres sont naturellement enclins au vol, au larcin, à la luxure, à la paresse et à la trahison. En général, ils ne sont propres qu'à vivre dans la servitude et pour les travaux de culture». En ce début du 18<sup>e</sup> siècle, il rédige un mémoire sur le statut juridique des esclaves amenés en France, qui sert de base à l'Édit du Roi concernant les esclaves Nègres des colonies de 1716, complétant le Code Noir, préconisant le maintien en esclavage des Noirs en France, restant un «bien meuble». Des juristes considèrent aujourd'hui le rapport de Mellier comme «une rupture dans le droit civil français en définissant, pour la première fois dans notre histoire, un statut juridique d'exception pour une catégorie de personnes vivant sur le territoire national, en raison de leur origine et de leur couleur de peau»\*. Sur tout cet héritage, la rue fait l'impasse.

\* «Gérard Mellier : maire de Nantes et subdélégué de l'intendant de Bretagne (1709-1729) : l'entrée de Nantes dans la modernité», Société archéologique et historique de Loire-Atlantique, 2010.

## ● Barricadiste amateur

Historiquement, il est l'ancien maire du Pellerin. Débarqué avant la fin de son mandat par ses colistiers consternés par son autoritarisme, Benjamin Morival



s'est improvisé piètre zadiste barricadiste le 8 mai, journée pourtant armisticieuse. Lui, le maire déchu, a bricolé un obstacle aux malotrus, avec un méchant tas de cailloux, deux palettes et demie et un peu de rubalise pour barrer la route aux malotrus. Faut dire que comme il y a des travaux dans le bourg, les véhicules se dérivationnent sauvagement en empruntant la voie privée dont il est l'un des riverains, alors il s'est fâché, l'exbourgmestre. Virant même teigneux, voire obstaculaire, pour pas dire obtubérant, et un peu obstructionniste. La chaussée a pu être rouverte grâce à la maréchaussée, diligentée sur les lieux nonobstant les récriminations du récalcitrant. Scrogneugneu.

## ● Naoned bug

Linguistiquement, Nantes se met finalement aux noms de rue bilingues, en français et breton dans le texte. Mais parfois, ça part en coquille. La rue Neuve des Capucins, qui borde la médiathèque Jakez-Demy, aurait du arborer «Straed Nevez ar Gabusined». Raté, la plaque dit «Kae Never ar Gabusined» en faisant un quai (kae) frappé d'un jamais au grand jamais britiche. Et la rue

de L'Héronnière nommée «Kae ar Gerc'heizeg» devient aussi un quai, sans doute pour anticiper le dérèglement de la montée des eaux climatiques du futur.

## ● L'impératif eugéniste

Officiellement, Alexis Carrel, toubib partisan de l'eugénisme prônant l'élimination des indésirables et l'euthanasie pour les criminels, pronazi, membre du parti fasciste de Doriot, homophobe, n'a plus son boulevard à Nantes. La municipalité a débaptisé la rue en 1993. Sauf que... La rue existe toujours dans le bas Chantenay, elle butte même sur le boulevard Jean-Moulin, les plaques sont toujours là, et on la trouve sur toutes les cartes. On repère aussi des rues Alexis-Carrel à Plessé, Sainte-Luce, Ancenis. Les eugénistes, on aurait dû les tuer à la naissance.

## ● Bolo, tête à plaque

Mémorialement, Pornic n'a pas trouvé meilleur modèle qu'Alexandre Bolo pour dénommer, à la demande des riverains, une petite allée privée du quartier de Monval. Délibération sans brouhaha au conseil municipal le 8 février. Tonton de Pascal Bolo, 1<sup>er</sup> adjoint PS à Nantes, Alexandre Bolo ancien député RPR à Nantes est un «fervent catholique à la mentalité de croisé». Tellement réac qu'il ferait aujourd'hui passer Wauquiez pour un bolchévik. Le tonton s'est illustré par sa raideur contre la loi Veil sur le droit à l'avortement. Alors que Simone Veil monte à la tribune, Alexandre Bolo (et d'autres: Jacques Médecin, Hector Rolland...) vocifère contre «la violation de la loi naturelle», accusant l'ancienne ministre de la Santé et déportée de «vouloir restaurer l'euthanasie légale, de faire le choix du génocide». Des propos ignobles qu'elle encaisse en silence, comme toutes les insultes et les attaques antisémites. Si Nantes a passé ce Bolo aux oubliettes, il a gagné sa plaque à Pornic. Et, 25 ans après la présentation du projet de loi Veil à l'Assemblée nationale, ça fait désordre. Seule consolation, cette rue Bolo est une voie sans issue. ■



# Trompe-l'oeil

ILLUSIONS d'optique peintes au sol, rue des Halles, pour l'été. Une fausse chaise, une échelle factice qui sort d'une trappe bleue. Et «ça rend encore mieux quand on les regarde à travers son écran de portable» (20 minutes, 24/06). C'est ça le tourisme, il faut vivre l'œil vissé à son smartphone. Le réel ne vaut rien. Décevant, fallacieux. Illusoire, même. Remboursez la réalité! ■

## Bénédiction du serviciel

# La pub servitude volontaire

L'acceptabilité de la réclame, un nouveau marché.

DE notre envoyé spécial au cœur de la start-up nation et de la démocratie chrétienne médiatique. L'accélérateur Ouest-France a retenu une «pépité tech», Viewpay, boîte parisienne présentée comme «une aventure entrepreneuriale dans un esprit punchy et collaboratif» (Ouest-France, 02/05). On y développe advertpayment, une «approche servicielle» consternante et machiavélique, qui donne accès gratos à des contenus payants sur internet si tout un chacun accepte de subir de la pub. Les consternants, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. En jargon pro, ça se nomme une «attention

publicitaire consentie et choisie» proclamée «solution non intrusive» (sic). Le temps de cerveau monnayable, la soumission volontaire à la pollution de la tête. L'une des cheffes est chargée de «l'évangélisation de la solution auprès des annonceurs». C'est cette évangélisation qui a conquis Ouest-France, jury pas très neutre dans son propre accélérateur, étant client de la pépité, ayant déjà adopté advertpayment de Viewpay, pour son édition numérique du soir (Stratégies, 15/11/2016). Léger conflit d'intérêt dans l'absolu, mais quand il est question d'évangéliser, on se donne forcément l'absolution. ■



# Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Anis Mauresque, Yas, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Nicolas de La Casinière, Sophie Nasri, Olli, Fred Crayon, Sister Joan, Isabelle Abraham, Ray Clid, Bertrand Latouche, Pich, Matt Dunhill  
 Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.  
 N°ISSN : 1270-4911 - N°CCPAP : 0211 G 88321  
 La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Luttre à Leuleu.  
 Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.  
 Les textes publiés sont «copyleft». Livres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur [www.lalettrealulu.com](http://www.lalettrealulu.com)

## Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : ..... chèque à l'ordre de  
 Prénom : ..... La Luttre à Leuleu  
 Adresse : ..... 11 rue des Olivettes  
 ..... 44000 Nantes  
 ..... ou abonnement en  
 ligne via notre site (ci-  
 dessus) et via Paypal.  
 Courriel : .....